



4 m

52/13
Simone

**STRICTEMENT
CONFIDENTIEL**

ENQUETE QUALITATIVE SUR L'EVOLUTION DU NIVEAU DE VIE EN COTE D'IVOIRE

RAPPORT FINAL

Août 1995

1. RESUME

Ce rapport présente la partie qualitative de l'enquête nationale sur l'évolution du niveau de vie en Côte d'Ivoire menée en 1995. Supervisée par le gouvernement de la Côte d'Ivoire en collaboration avec la Banque Mondiale, cette enquête a été effectuée avec le concours de l'Institut National de la Statistique, sous l'égide du Ministère délégué auprès du Premier Ministre chargé de l'Économie, des Finances et du Plan. Le travail sur le terrain a été exécuté par une équipe pluridisciplinaire, composée du personnel de l'Institut National de la Statistique et de consultants nationaux et internationaux.

Depuis la fin des années 1970, la Côte d'Ivoire est entrée dans une période de crise économique liée à la chute des prix du café et du cacao sur le marché international et à un endettement croissant. La crise, les plans successifs d'ajustement structurel puis la dévaluation du F. CFA en janvier 1994, n'ont pas été sans conséquences sur le niveau de vie de plusieurs couches de la population.

Plusieurs sondages et études sur le niveau de vie ont été menés entre 1985 et 1988 mais on a encore peu d'informations sur la période postérieure durant laquelle il est probable que les ménages ont expérimenté d'importants changements dans leur niveau de vie; seule, une enquête par sondage a été menée en 1992-93.

Cette enquête qualitative 1995 tente pour la première fois d'approfondir les connaissances sur les conditions de vie des ménages et individus les plus vulnérables. L'étude avait pour objectifs principaux d'analyser et comprendre les conditions de vie actuelles et les processus de paupérisation des plus démunis. Il s'agissait également de rendre compte des perceptions, représentations et points de vue de la population sur son propre niveau de vie afin qu'elle soit associée à l'identification des solutions. Pour atteindre ces objectifs, une méthodologie particulière de collecte de l'information appelée MARP, Méthode Active de Recherche Participative, a été expérimentée. Cette méthode d'enquête fut exposée et discutée dans le cadre d'une session de formation qui se déroula avant le départ sur le terrain.

Cette enquête qualitative a été effectuée en complément d'une enquête quantitative menée parallèlement dans 100 sites et 1200 ménages sélectionnés à partir des données sur le niveau de vie recueillies par l'Institut National de la Statistique en 1992/93. Parmi ces 100 sites et ces 1200 ménages, 25 sites et 50 ménages, soit 2 ménages par site ont été retenus pour l'enquête qualitative approfondie; ces deux ménages ont été sélectionnés par les équipes quantitatives lors de leur passage dans les sites, selon des critères de type d'habitation, de niveau de scolarité et de densité d'occupation de l'espace du logement.

Quatre équipes mixtes de deux chercheurs de disciplines différentes se sont partagées l'étude des sites et des ménages. Les entrevues ont eu lieu à différents niveaux : entrevues communautaires (représentants de la communauté, membres d'associations) et individuelles (membres des ménages sélectionnés, personnes-ressources); ces entrevues ont permis d'approfondir et d'enrichir les informations recueillies par l'enquête quantitative.

Les sites étudiés ont été divisés en quatre groupes en fonction de leurs caractères et localisation géographiques : les quartiers précaires d'Abidjan, les sites urbains et périurbains, les sites ruraux forestiers et les sites ruraux de la savane. Dans chacun de ces groupes de sites, les informations suivantes ont été recueillies : perceptions de la crise et de la dévaluation, notions de "bien-être" et de "pauvreté", contraintes ou obstacles à l'amélioration des conditions de vie, stratégies de vie ou innovations au niveau des activités, de l'alimentation, de l'habillement, de la santé, de la scolarité, de la vie associative et des réseaux sociaux, et enfin, filets de sécurité et solutions préconisées par la population elle-même.

Les perceptions de la crise et de la dévaluation varient en fonction des lieux d'enquête; le terme dévaluation est surtout évoqué à Abidjan car c'est là que les populations sont les plus touchées par ses effets; en milieu rural, les conséquences de la dévaluation sont moins ressenties par des populations qui tirent l'essentiel de leurs besoins alimentaires de l'agriculture; cette brutale hausse des prix vécue comme une calamité est souvent associée à la mort du Président Houphouët-Boigny, autre calamité intervenue à la même période, début 1994. La dévaluation est ressentie comme une baisse brutale du pouvoir d'achat suite à la hausse des prix des denrées de première nécessité. Elle est vécue comme une série de restrictions tant au niveau de la santé, de la scolarisation, des déplacements, de l'habillement, que de l'alimentation.

Par contre, tout le monde parle de la crise dont les premiers effets sont apparus il y a plus de 10 ans. Pour les citadins, la crise se traduit par les faillites d'entreprises, les multiples "compressions", la vie chère et la montée de l'insécurité. En milieu rural forestier, la crise est évoquée par la chute des prix du café et du cacao, le départ de la main-d'œuvre allogène et la hausse des prix des intrants agricoles et des transports. Dans la savane du nord, la crise se concrétise par la fin de la gratuité des intrants et l'exode croissant des jeunes.

Les perceptions individuelles de la pauvreté se caractérisent par une combinaison d'indicateurs économiques, sociologiques et psychologiques: en termes d'indicateurs économiques, être pauvre signifie avoir des ressources financières incertaines ou irrégulières qui obligent à vivre au jour le jour, dans l'incertitude du lendemain. En termes d'indicateurs sociologiques, cela signifie à la fois dépendance et perte de dignité ("tu es obligé de tendre la main"), absence de pouvoir ("si tu es pauvre, on ne t'écoute pas, on ne te croit pas et tu es moins que rien"), exclusion des réseaux de solidarité (associations diverses) isolement social (comme ne pas être membre ou être exclu d'une grande famille en savane) et solitude (pour une femme, être veuve ou divorcée); en termes d'indicateurs psychologiques, être pauvre c'est être victime de la fatalité et de la malchance (ne pas avoir "la chance", c'est tomber malade, être endetté ou bien perdre son travail); c'est celui qui malgré sa bonne volonté et ses efforts n'arrive pas à "s'en sortir" et qui se sent impuissant contre la volonté de Dieu de l'avoir fait pauvre.

La grande contrainte à l'amélioration des conditions de vie à l'échelle nationale, consiste en la baisse du pouvoir d'achat des populations à la suite de la dévaluation du F. CFA; cela se traduit par: une forte hausse des produits

manufacturés et de certaines denrées de base comme le riz; une hausse des coûts de scolarisation et de santé publique; une dégradation des infrastructures sanitaires, scolaires, routières; une disparition des pré-financements et des crédits accordés autrefois par l'Etat; une montée de l'insécurité, surtout en milieu urbain; et pour les plus démunis, les contraintes majeures sont la perte d'un emploi ou d'une activité ou la menace du "déguerpissement" en milieu urbain ou bien l'absence de droits fonciers en milieu rural, la maladie personnelle ou bien la maladie ou le décès du conjoint ou encore la vieillesse et l'absence d'appartenance à un ou plusieurs réseaux de solidarité.

Face à ces contraintes, les populations adoptent des comportements nouveaux, véritables stratégies en réponse aux événements qui affectent leur vie. Au niveau de l'alimentation, on remarque de nouvelles habitudes alimentaires (essentiellement à base de manioc et de maïs), une plus grande monotonie dans l'alimentation et une réduction de la qualité et du nombre de repas quotidiens. Au niveau de l'habillement, on assiste à une multiplication des achats de friperie, de chaussures usagées ou bien, pour les femmes, de pagnes Fancy moins coûteux que les pagnes Wax. En ce qui concerne la santé, les plus démunis sont obligés de se tourner vers la pharmacopée traditionnelle en consultant des guérisseurs-féticheurs ou bien en se procurant des comprimés au détail dans les "pharmacies-trottoirs".

De plus, on observe à la fois une baisse du taux de scolarisation dans les écoles publiques, surtout chez les filles, et une hausse de fréquentation des écoles franco-arabes parmi les populations musulmanes. En outre, en raison des coûts du transport, les populations démunies se déplacent moins fréquemment et participent moins activement à la vie et au développement du village d'origine; enfin, elles n'ont plus les moyens de participer aux associations d'épargne telles que les tontines, faute de revenus réguliers et se tournent vers de nouveaux réseaux de solidarité fondés sur l'appartenance religieuse. Les réseaux de solidarité familiaux, ethniques (pour les allogènes) et confessionnels fonctionnent aujourd'hui comme de véritables filets de sécurité.

Dans les quartiers précaires d'Abidjan, les contraintes à l'amélioration des conditions de vie sont l'absence d'un lotissement légal qui se traduit par un sous-équipement et un manque d'infrastructures élémentaires d'où de graves problèmes d'insalubrité. Ce sont également les difficultés d'accès aux services sociaux de base et la montée de l'insécurité; ce sont enfin le sous-emploi et le chômage surtout chez les jeunes et chez les hommes.

Les stratégies de vie développées par les populations démunies se caractérisent par: une diversification des activités de petit commerce chez les femmes et les jeunes filles; une recherche de petits métiers ou d'activités occasionnelles comme des contrats ou travaux à la tâche chez les hommes ayant perdu leur emploi et les jeunes déscolarisés; une mise au travail des enfants qui, de plus en plus jeunes, doivent contribuer au revenu familial. En ce qui concerne l'alimentation, on observe une multiplication des achats de plats préparés à l'extérieur; et ce qui sauve les plus pauvres, c'est le plat quotidien de "garba", l'attiéké-poisson acheté dans les marchés.

Enfin, on assiste à une diminution des associations de tontines, remplacées par une nouvelle forme d'épargne populaire individuelle; et face à la montée du banditisme, les quartiers se mobilisent pour assurer leur protection en créant des comités d'auto-défense. Et les filets de sécurité des plus démunis, ce sont les réseaux de solidarité constitués à l'échelle des habitants de la cour commune, des ressortissants du village d'origine et du groupe ethnique ou encore des membres du groupement religieux.

Dans les quartiers urbains et périurbains, les grandes contraintes sont l'insécurité foncière (la menace permanente du "déguerpissement"), une situation qui agit sur la faiblesse des structures communautaires; parmi les stratégies de vie des populations démunies, on assiste à une extension des cultures vivrières sur les espaces non lotis et une mise en valeur des bas-fonds en rizières et cultures maraîchères; ces activités sont essentiellement féminines; et les associations ethniques au niveau des quartiers ont un rôle important comme porte-parole et filets de sécurité des ménages vulnérables

Dans toute la zone forestière, les contraintes majeures à l'amélioration des conditions de vie sont la chute des prix du café et du cacao, la dévaluation du F. CFA, la raréfaction de la main-d'oeuvre étrangère, l'absence ou le versement partiel du crédit pour remettre en valeur les plantations, la saturation foncière, les difficultés d'écoulement des produits agricoles et enfin les sécheresses et les feux de brousse; parmi les stratégies de vie des populations démunies, on remarque une extension des cultures vivrières, en particulier en manioc pour atteindre une autoconsommation; un essor des cultures vivrières marchandes comme le manioc, le riz de bas-fonds et les cultures maraîchères, une augmentation des prélèvements sur la nature et une diversification des activités et des cultures. Au niveau de la vie associative, on assiste à une multiplication des associations d'entraide et de travail chez les jeunes; et le trait marquant chez les autochtones, c'est le retour massif des jeunes

En zone de savane, les contraintes majeures évoquées sont la baisse de la pluviométrie, la dégradation des sols et l'extension des feux de brousse non contrôlés; c'est aussi l'installation des éleveurs Peuls dans la région dont les troupeaux détruisent les cultures; c'est encore l'intensification de l'exode des jeunes vers le sud; c'est enfin la suppression de la gratuité des intrants comme l'engrais et son prix actuel et l'introduction de la culture attelée, facteur d'individualisme et d'inégalités sociales;

Les populations démunies réagissent à ces contraintes en diversifiant leurs activités et sources de revenus; les femmes cherchent à augmenter leur production vivrière par la culture des bas-fonds (cultures maraîchères, riz inondé) et leurs revenus par la cueillette du néré et du karité, la collecte du bois de chauffe et la production du Tchapalo (bière de mil, maïs ou sorgho); les ménages les plus vulnérables travaillent dans les champs de ceux qui possèdent la traction attelée pour pouvoir avoir accès au matériel et aux boeufs à la suite du propriétaire. Enfin, on remarque un affaiblissement des structures communautaires anciennes comme le Poro et l'émergence d'associations nouvelles religieuses ou professionnelles (Groupements à Vocation Coopérative).

Un chapitre particulier est consacré aux **50 ménages enquêtés**; une large place a été faite au recueil d'histoires de vie qui retracent les itinéraires des individus: les lieux habités, les activités exercées dans chaque lieu et les raisons des déménagements successifs, les conditions de vie actuelles et les changements récents; toutes ces informations permettaient d'identifier certains événements stratégiques ou ruptures, permettant de mieux comprendre les processus de paupérisation individuels et leurs causes. Ces causes sont de quatre ordres et peuvent avoir des interactions :

- Les premières sont liées au contexte de crise et se traduisent par la perte d'un emploi salarié, la faillite d'une activité rémunérée; c'est aussi la perte ou le vol des économies
- Les secondes sont liées à des calamités naturelles comme les sécheresses successives, les feux de brousse, l'envahissement des champs par des escargots nuisibles;
- Les troisièmes sont liés à des événements familiaux ou personnels comme des divorces, décès, maladie, vieillesse; ces événements occupent une large place dans les processus de paupérisation évoqués par les ménages enquêtés;
- Les quatrièmes sont liés à l'environnement social comme l'exclusion ou l'absence d'appartenance à des structures communautaires de solidarité telles la famille étendue ou les diverses associations d'entraide.

A travers ces enquêtes qualitatives, les indicateurs les plus marquants de la paupérisation semblent être les suivants :

- L'émergence de nouveaux réseaux sociaux fondés sur l'appartenance religieuse et politique et la prolifération de mouvements religieux, véritables filets de sécurité;
- une importance grandissante du rôle économique des femmes;
- une pénurie croissante d'emplois pour les jeunes, surtout les jeunes hommes;
- une mise au travail des enfants et surtout des fillettes;
- une réappropriation de certains espaces agricoles et de certaines activités par les Ivoiriens
- une multiplication et intensification des filières parallèles qui se développent en marge de l'Etat tant dans les domaines du commerce, de la santé, de l'éducation que celui de l'épargne;
- une vie quotidienne fondée sur le crédit;
- une modification de l'alimentation
- une extension importante de la culture et de la consommation du manioc;
- une augmentation de la mortalité et de la morbidité liée à des soins de santé primaire déficients ou inaccessibles surtout en milieu rural;
- un retour à la terre en zone forestière et un accroissement des migrations en zone de savane;
- une déscolarisation généralisée;
- une montée de l'insécurité et de la délinquance, surtout en milieu urbain;

2. INTRODUCTION

Ce rapport est la partie qualitative de l'enquête nationale sur l'évolution du niveau de vie en Côte-d'Ivoire. Il décrit le déroulement de l'enquête qualitative et présente les grands constats du travail. L'étude a été effectuée sur le terrain entre le 27 mars et le 21 mai 1995 par une équipe pluridisciplinaire, composée du personnel de l'Institut National de la Statistique, et de consultants nationaux et internationaux.

Le travail a été effectué en collaboration avec l'Institut National de la Statistique, sous l'égide du Ministère délégué auprès du Premier Ministre Chargé de l'Économie, des Finances et du Plan, et en particulier sous la coordination de M. Albert Flindé, Secrétaire Permanent du Programme de Valorisation des Ressources Humaines.

Le rapport est divisé en neuf sections qui comportent successivement un résumé (1), le contexte dans lequel l'enquête a été faite (2), les objectifs spécifiques et globaux de la mission (3), les méthodologies utilisées (4), une description de la composition des équipes et du déroulement de la mission (5), le choix des sites et leur localisation (6); les grands constats de l'enquête sont ensuite présentés par zones: dans les quartiers précaires d'Abidjan; en zone urbaine et périurbaine; en zone forestière et en zone de savane (7). La huitième partie du rapport décrit les ménages enquêtés, la pertinence des critères de sélection retenus, les processus de paupérisation individuels à travers les récits de vie; et présente des propositions pour l'amélioration des questionnaires pour les futures enquêtes quantitatives. En conclusion (9), les grands constats de l'enquête sont repris globalement, et des propositions de politiques d'intervention pour l'avenir à l'échelle nationale, en milieu urbain et en milieu rural sont présentés.

LES CRISES ET LA DEVALUATION

Après deux décennies de forte croissance, la Côte d'Ivoire est entrée depuis 1980 dans une phase de crise. Sous la pression d'un endettement extérieur croissant et une diminution des revenus, liée principalement à une chute des prix du café et du cacao sur le marché mondial, le gouvernement a entamé un programme d'ajustement structurel qui s'est traduit par une baisse des investissements publics et une politique d'austérité salariale dans la fonction publique. Suite à l'affaiblissement de l'activité économique, le secteur privé formel a dû aussi freiner ses activités et ces deux événements se sont combinés pour affaiblir le secteur informel de l'économie.

Il est évident que le niveau de vie d'une grande partie de la population Ivoirienne a connu une baisse assez forte depuis la fin des années 1970. Fin janvier 1994, la dévaluation du F. CFA a entraîné dans le court terme une hausse des prix des importations, mais aussi une hausse des prix des denrées de base, des intrants et de la santé. Le coût de la scolarisation a également augmenté. Dans ces conditions de forte hausse des prix, il n'est pas surprenant que plusieurs

rapports signalent la diminution de plus de 25% du niveau de consommation des ménages dans le pays et que le nombre de ménages qui peuvent être définis comme "vulnérables" a fortement augmenté.

LE CONTEXTE DE L'ENQUETE: LES ENQUETES QUALITATIVES ET QUANTITATIVES

Même s'il est estimé que l'économie est en train de croître à un rythme de 6%, suite à la dévaluation du Franc CFA en janvier 1994, on connaît relativement peu les effets des séries de "crises" et de la dévaluation sur les couches les plus vulnérables. Il existe plusieurs sondages et études sur le niveau de vie effectués entre 1985-1988, mais peu d'informations sont disponibles sur la période postérieure à 1988 durant laquelle les ménages ont dû expérimenter des changements importants dans leur niveau de vie.

On n'a pas eu l'opportunité jusqu'à nos jours d'observer la dynamique des changements dans le niveau de vie des populations vulnérables; cela est dû au fait que la méthodologie utilisée jusqu'à maintenant pour étudier le niveau de vie - l'enquête quantitative - est une méthodologie statique, qui prend des "photos" des conditions de vie des ménages à un moment donné, et dont la définition de la pauvreté s'appuie sur des données de consommation (voir la section suivante). Cela veut dire - surtout lorsqu' une méthode aléatoire a été utilisée et que les ménages enquêtés ne sont pas nécessairement les mêmes chaque fois qu'une enquête est menée - que les enquêtes quantitatives ne peuvent pas décrire d'une part, le processus par lequel les ménages changent de statut (d'un statut moyen à un statut vulnérable ou vice-versa), et d'autre part, les stratégies que ces ménages ont poursuivies entre les périodes d'enquête pour faire face à leurs problèmes. Cette faiblesse de la méthode quantitative classique peut être en partie atténuée par l'inclusion d'un certain nombre de ménages déjà étudiés lors d'une enquête antérieure (un "panel sample"), ce qui a été le cas dans l'enquête quantitative concernée ici.

Néanmoins, les enquêtes quantitatives ne peuvent pas prendre en compte l'environnement social qui conditionne la vie des individus et des ménages : le statut de la famille dans la société locale; la structure socio-politique d'une communauté donnée (qui arbitre leur accès aux ressources); les règles de distribution des biens à l'intérieur des ménages suivant les coutumes, entre genres et classes d'âge; les règles d'accès à la terre; les filets de sécurité maintenus par les communautés elles-mêmes pour faire face à des conditions difficiles. Souvent, les enquêtes quantitatives ne sont pas effectuées auprès de tous les membres d'une unité de production et de consommation qui, dans certaines populations, "débordent" les limites d'un "ménage" composé des parents et leurs enfants célibataires.

En outre, les enquêtes quantitatives ne peuvent pas expliquer comment certaines couches de la population deviennent vulnérables c'est-à-dire le processus par lequel des groupes ou des individus s'appauvrissent. L'approche quantitative, par questionnaire fermé, ne peut pas décrire les stratégies de vie des différents producteurs (ruraux et urbains) et elle a une faible capacité pour identifier les

mesures à prendre afin de renforcer les stratégies que les groupes vulnérables utilisent eux-mêmes efficacement pour améliorer leurs conditions de vie.

C'est dans ce contexte que l'enquête qualitative qui fait l'objet de ce rapport a été conçue. Pour essayer de lier de près les résultats quantitatifs à ceux qualitatifs, un échantillon de 25 sites et 50 ménages parmi les 100 sites et 1200 ménages étudiés par l'enquête quantitative ont été choisis. Les sites ont été sélectionnés à partir des données sur l'étude du niveau de vie des ménages effectuée en 1993, en utilisant comme critères, le pourcentage des ménages avec des femmes comme chef de ménage, le niveau de scolarisation, et un seuil de revenu bas.

Lors du passage des équipes quantitatives en avril et mai 1995 dans les 25 sites sélectionnés, les deux ménages par site ont été choisis parmi les 12 ménages enquêtés par site, suivant des critères de type d'habitation, de niveau de scolarité et de densité d'occupation de l'espace du logement pour chaque ménage. Ces deux ménages ont été ensuite visités pour les enquêtes qualitatives approfondies.

LES NOTIONS DE "BIEN-ETRE" ET DE "VULNERABILITE"

La Banque Mondiale utilise deux définitions de la 'pauvreté', une relative et l'autre absolue. La définition relative consiste en une estimation d'un niveau de revenu ou de dépenses per capita qui doit être atteint et maintenu pour assurer un niveau de vie minimal. Ce niveau de vie est calculé par référence au revenu moyen per capita du pays dans lequel un "poverty assessment" est élaboré. Pour la Côte d'Ivoire, ce niveau a été établi à 142.000 F. CFA par année. Toute personne ayant un revenu au-dessous de cette "ligne" est définie comme relativement pauvre.

La notion de pauvreté absolue se définit à partir d'une estimation de la nourriture absolument nécessaire (en termes de calories) pour maintenir un individu en santé. Elle est calculée à partir du coût d'un panier de biens consommables de base. Il existe donc deux "lignes de pauvreté", une "supérieure" qui est une définition de pauvreté relative, et l'autre "inférieure" qui est une définition de pauvreté absolue. Les personnes qui se trouvent au-dessus de la ligne inférieure mais au-dessous de la ligne supérieure peuvent être définies comme "pauvres", et celles au-dessous de la ligne inférieure comme "très pauvres".

Ces définitions sont basées sur des critères de *revenus* et de *consommation*, et sont établies par des instances *extérieures* à la communauté et aux individus concernés. C'est pourquoi ces notions de "pauvreté" ne sont pas toujours significatives. Il est maintenant reconnu que pour un ménage, le fait d'être pauvre ne dépend pas seulement de son accès au marché monétaire. L'économie du ménage dans les couches de la population à risque est souvent une économie de subsistance hors du marché, et une économie de troc. Des études montrent que la pauvreté monétaire n'est pas toujours le critère principal de la pauvreté; au-delà des critères économiques, l'absence ou la faiblesse d'intégration à des réseaux sociaux ou d'accès à une gamme de ressources diverses conditionnent la vulnérabilité ou la stabilité d'un ménage.

Pour avoir une compréhension approfondie de la pauvreté, il faut non seulement obtenir des informations quantitatives, mais aussi comprendre la dynamique des changements dans le niveau de vie des populations, les aspects sociaux de leur condition de vie et enfin et surtout connaître la perception des populations elles-mêmes sur leurs conditions de vie. L'enquête qualitative a essayé d'approfondir cette notion de pauvreté en utilisant les concepts de stratégie d'adaptation, de filets de sécurité, de "bien être" et "vulnérabilité". Les stratégies d'adaptation sont les décisions et les actions entreprises par les individus pour faire face et atténuer les effets de situations nouvelles liées à des événements internes à la cellule familiale (comme la maladie, le décès ou la perte d'emploi d'un des membres) ou bien externes (comme le contexte de crise, la sécheresse, etc.). Par filets de sécurité, on entend essentiellement les structures communautaires de solidarité comme les réseaux familiaux et les associations qui offrent à leurs membres une assistance en cas de besoin.

L'état de "bien-être" - défini par la population elle-même - correspond à un certain niveau de vie qui permet aux individus et aux ménages de faire face aux difficultés et imprévus qu'ils expérimentent sans pour cela profondément changer leurs stratégies; tandis que le statut de "vulnérabilité" concerne les ménages et les individus qui, face à des événements imprévus, ont dû radicalement changer leur manière de vivre, et qui, malgré ces changements, connaissent des difficultés sérieuses pour faire face à leurs besoins.

3. LES OBJECTIFS DE LA MISSION

Les objectifs de l'enquête qualitative ont été divisés entre objectifs principaux, et objectifs spécifiques, comme suit:

Objectifs principaux

1. Analyser et comprendre les conditions de vie des plus démunis;
2. Analyser et comprendre le processus de paupérisation pour mieux identifier les solutions;
3. Apporter et comprendre les perceptions, représentations et points de vue de la population elle-même sur son niveau de vie afin d'entamer un processus participatif.

Objectifs spécifiques

1. Comprendre les représentations et les perceptions de la population des notions de "bien-être" et de "pauvreté";
2. Analyser les stratégies d'adaptation des couches vulnérables, leur gestion des risques et leurs filets de sécurité;

2. Décrire et analyser les contraintes et les perspectives des couches vulnérables, et les solutions que les populations proposent pour améliorer leur niveau de vie.

4. LES METHODOLOGIES UTILISEES

LES OUTILS CONCEPTUELS

La Méthode MARP

Pour atteindre ces objectifs, une méthodologie particulière de collecte de l'information appelée MARP, Méthode Active de Recherche Participative, a été expérimentée. Cette méthode d'enquête fût exposée et discutée dans le cadre de la session de formation qui se déroula avant le départ sur le terrain.

Cette méthode de recherche semblait tout à fait répondre aux exigences du thème étudié pour plusieurs raisons: elle était rapide puisqu'elle était supposée réunir en très peu de temps un maximum d'informations utiles; elle était "participative" dans le sens où elle conduisait les populations à se poser elles-mêmes les questions sur leurs conditions de vie et les solutions pour les améliorer; elle s'adressait à l'ensemble de la population, hommes, femmes, jeunes et vieux et permettait ainsi de connaître les préoccupations de chacun; enfin, elle utilisait des moyens divers de collecte des informations sans faire appel à un questionnaire rigide et stéréotypé. Cette nouvelle méthode rompait avec le schéma classique des décideurs qui consiste à descendre du sommet vers la base, imposant des solutions ou des mesures qui ne sont pas forcément celles dont les populations ont besoin.

Les principaux outils de collecte des informations ont été des interviews semi-structurées fondées sur un guide d'entretien; au cours des discussions, d'autres outils ont été utilisés pour présenter plus clairement les thèmes étudiés et susciter une plus grande participation de la population: le calendrier historique; le diagramme de classification des activités; la carte des ressources naturelles; et la classification des ménages selon leurs niveaux de vie.

Les guides d'entretien

Deux guides d'entretien à l'échelle communautaire (représentants de la communauté, associations diverses), l'un pour le milieu rural, l'autre pour le milieu urbain, ont été élaborés pendant la semaine de formation (voir l'annexe du rapport préliminaire). Ces guides rassemblaient les grands points clés qui devaient être abordés. Les premiers points portaient sur des thèmes d'ordre général destinés à une meilleure connaissance de la communauté étudiée, son histoire, ses activités, ses ressources. Les points suivants concernaient les grands thèmes de l'étude c'est-à-dire les conséquences de la crise et de la dévaluation sur la vie quotidienne, les stratégies, initiatives ou innovations des populations pour

améliorer leurs conditions de vie et enfin, les contraintes rencontrées et les solutions proposées.

Le guide d'entretien à l'échelle communautaire a été complété par un guide d'entretien au niveau des individus (membres des ménages sélectionnés et personnes-ressources). Ce guide faisait une large place au recueil d'histoires de vie, des conditions de vie actuelles et passées et des perspectives d'avenir.

L'application des outils sur le terrain

La collecte des informations s'est déroulée dans 25 sites répartis dans l'ensemble du pays; quatre équipes mixtes de deux chercheurs de discipline différentes se sont partagées l'étude de ces sites. En effet, la "triangulation" est un des concepts méthodologiques de base de la MARP; cela signifie constituer des équipes pluridisciplinaires, composées d'hommes et de femmes ayant des expériences et des origines différentes (locaux et étrangers).

Plusieurs équipes ont choisi de résider sur les sites étudiés afin de mieux comprendre les conditions de vie des communautés et établir des relations de confiance avec la population, relations essentielles pour l'application de la MARP. Les entrevues ont eu lieu à différents niveaux : entrevues communautaires (représentants de la communauté, membres d'associations) et individuelles (membres des ménages sélectionnés, personnes ressources); ces entrevues ont permis d'approfondir et d'enrichir les informations recueillies par l'enquête quantitative.

Les outils de recueil de l'information les plus fréquemment utilisés ont été l'interview semi-structurée fondée sur les grands volets du guide d'entretien à l'échelle communautaire et individuelle, le profil historique, le diagramme de classification des richesses et la carte du village ou du terroir. L'utilisation de ces outils complémentaires a permis une meilleure participation de la population.

L'objectif de notre recherche a été expliqué aux villageois de la façon suivante : L'enquête portait sur l'ensemble du pays et leur communauté avait été tirée au sort. Nous n'étions pas venus pour résoudre leurs problèmes mais pour comprendre avec eux comment leur vie avait changé, quelles étaient les difficultés qu'ils rencontraient dans leur vie quotidienne, comment ils faisaient face à ces difficultés et quelles solutions pourraient être envisagées pour améliorer leurs conditions de vie.

5. DEROULEMENT DE LA MISSION

L'équipe qualitative s'est composée de:

Françoise Alla	Interprète
Ori Boizo	Consultant
Seydou Coulibaly	Institut National de la Statistique (interprète)
Marcelle Doukha	Consultante
Abdoulkarim Fofana	Institut National de la Statistique
Véronique Lassailly-Jacob	Consultante
Mariatou Koné	Consultante
Lucien Kouassi	Institut National de la Statistique
Pauline Kouyé	Consultante
Richard Moorehead	Consultant

L'équipe a été coordonnée au niveau national par M. Albert Flindé, Secrétaire Permanent du Programme de Valorisation des Ressources Humaines, du Ministère délégué auprès du Premier Ministre Chargé de l'Economie, des Finances et du Plan, et par M. Idrissa Ouattara et Mme. Jeanine Coulibaly de l'Institut National de la Statistique.

M. Niho Ouattara, chercheur au CIREJ, s'est joint à l'équipe pour la première semaine de travail comme expert de la Méthode Active de Recherche Participative.

Le travail a été mené en quatre phases. Pendant une première semaine toute l'équipe a assisté à un atelier de formation sur l'approche participative qui s'est tenu à la Mission Régionale de la Banque Mondiale à Abidjan et qui a été suivi d'une journée d'essai des outils MARP et des guides d'entretien sur le terrain. Ensuite, quatre équipes mixtes ont fait deux phases de travail sur le terrain entre le 6-14 avril et le 18-28 avril. Une dernière phase de travail sur le terrain a été effectuée entre le 3 et 18 mai. Trois restitutions sur le travail, pour mieux coordonner l'enquête, ont été tenues à la fin de chaque phase du terrain. Les sites visités sont présentés sur la carte sur la page suivante. Pour la composition de chaque équipe et le déroulement de son travail, le lecteur est prié de se référer au rapport préliminaire de l'enquête qualitative.

6. SITES ETUDIES

CHOIX DES SITES

Comme mentionné ci-dessus, les 25 sites et 50 ménages ont été sélectionnés à partir des critères comme le pourcentage des ménages avec des femmes comme chef de ménage, le niveau de scolarisation, et un seuil de revenu bas.

DESCRIPTION ET LOCALISATION DES SITES PAR ZONES

Ces sites étaient répartis entre quatre zones identifiées par l'INS comme représentatives de l'ensemble de la Côte-d'Ivoire pour effectuer l'enquête quantitative: Région Nord-Savane; Région rurale Ouest Forêt et Plantations; Région rurale Forêt Est; et Villes Principales et Villes Secondaires. On a déjà soulevé le fait que malgré cette répartition dans l'espace, il existe des lacunes d'échantillonnage dans le Centre et le Nord-Est du pays.

En ce qui concerne ce rapport final, les sites étudiés ont été divisés en 4 grandes catégories en fonction de leur situation et caractères géographiques. Leur localisation par rapport aux régions de l'INS est présentée entre parenthèses.

Le premier groupe rassemble les 3 sites localisés dans des quartiers précaires d'Abidjan: Koumassi, Attécoubé, Yopougon (Villes Principales et Secondaires).

Le second, intègre les sites urbains et périurbains: Sinfra, Korhogo, Sassandra (tous les trois Villes Principales et Secondaires), et Tengrela (Région Nord-Savane).

Le troisième porte sur les sites ruraux forestiers: Mahapleu, Zéo, Lokosso, Liliyo, Luenoufla, Djedjedigbepa (Région Rurale Ouest Forêt et Plantations); Tankesse, Lalassou, Bouapé, Yapokoi, Ketesso, Ono (Région Rurale Forêt Est).

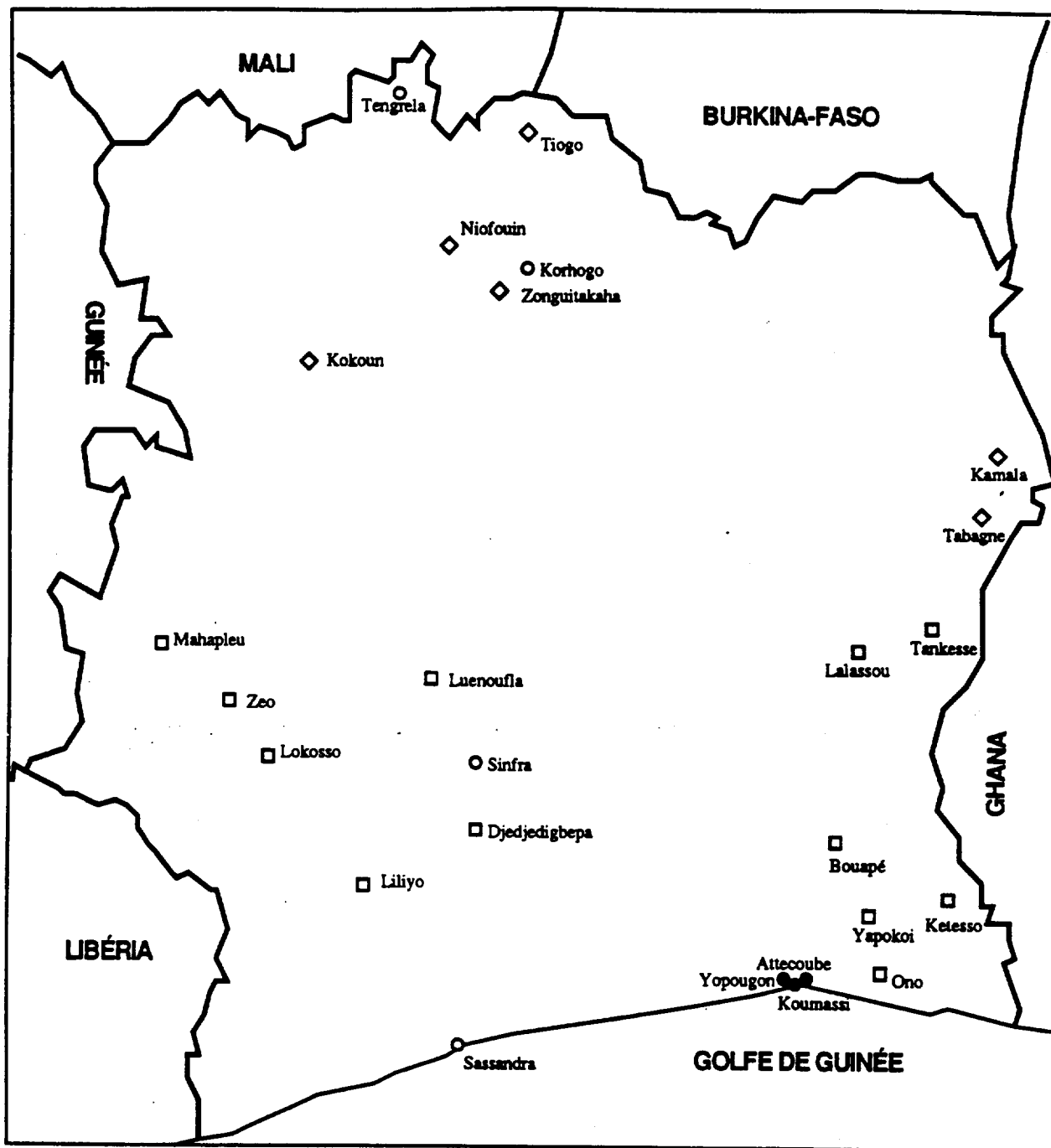
Et enfin, le quatrième rassemble les sites ruraux de la savane; Tiogo, Niofoin, Zonguitakaha, Kamala, Tabagne, Kokoun (Région Nord-Savane).

7. LES GRANDS CONSTATS

L'étude avait pour objectifs principaux d'analyser et comprendre les conditions de vie actuelles et les processus de paupérisation des plus démunis. Il s'agissait également de rendre compte des perceptions, représentations et points de vue de la population sur son propre niveau de vie afin qu'elle soit associée à l'identification des solutions. Les objectifs spécifiques de l'étude étaient de comprendre les perceptions et les représentations individuelles des notions de "bien-être" et de "pauvreté", analyser les stratégies de vie, la gestion des risques et les filets de sécurité des couches vulnérables et enfin identifier les contraintes à l'amélioration de leur niveau de vie.

Il a été parfois difficile d'identifier ce qui avait changé dans les conditions de vie par rapport à ce qui avait toujours existé et de situer ces changements dans le temps; il a été également difficile de faire la distinction entre les changements liés à une situation conjoncturelle, véritable tactique de survie et ceux plus durables, stratégies d'adaptation; tout cela était dû à un temps trop court passé dans chaque site.

LES SITES ÉTUDIÉS



A. Gascon, V. Lassailly-Jacob,
Centre d'Etudes Africaines, CNRS,

légende

- quartiers d'Abidjan
- sites urbains
- sites ruraux forestiers
- ◇ sites ruraux en savane

échelle approximative

65 km

I DANS LES QUARTIERS PRECAIRES D'ABIDJAN

Trois sites ont été sélectionnés dans des communes d'habitat précaire d'Abidjan: les enquêtes se sont situées à Attécoubé dans le quartier "Espoir", à Yopougon dans le quartier " Doukouré merci" et à Koumassi dans le quartier "Remblais 2". Ces quartiers n'étaient ni lotis ni assainis et souffraient d' insalubrité et d'un manque d'équipements et d'infrastructures de base. A Doukouré, les habitations étaient des baraques en planches, tôles, banco ou carton et les habitants vivaient sous la menace permanente d'un prochain déguerpissement. A Espoir, les maisons en parpaing de ciment et toits de tôle, formées de cours communes densément occupées s'étagaient sur les pentes d'un ravin proche de la lagune; ces trois quartiers abritaient diverses communautés ivoiriennes (surtout des Ivoiriens du Nord) et de nombreux groupes d'immigrés (Maliens, Burkinabé, Nigériens en majorité).

Perceptions du "bien-être" et de la pauvreté

Dans les quartiers précaires d'Abidjan, le bien-être est souvent perçu comme l'opulence ("avoir de l'argent", "bien manger" et "bien dormir") et la tranquillité d'esprit ("ne pas avoir de soucis"). Pour les jeunes, c'est être libre de soi-même c'est-à-dire être indépendant financièrement.

La pauvreté, cela signifie vivre au jour le jour, dans l'incertitude du lendemain; c'est aussi la dépendance, la perte de dignité ("tu es obligé de tendre la main") et l'absence de pouvoir ("si tu es pauvre, on ne t'écoute pas, on ne te croit pas et tu es moins que rien").

Contraintes à l'amélioration des conditions de vie et leurs conséquences

A l'échelle communautaire, la contrainte majeure se traduit par l'absence d'un lotissement légal, ce qui signifie sous-équipement et manque d'infrastructures de base (eau potable, égouts, électricité) d'où de graves problèmes d'insalubrité. Les habitants de ces quartiers souffrent également de l'absence ou des difficultés d'accès aux services sociaux de base (éducation scolaire, services médicaux etc.).

A l'échelle des ménages, sous-emploi et chômage c'est-à-dire absence d'une source de revenu stable sont les grandes contraintes rencontrées.

La population enquêtée fait la différence entre la crise et la dévaluation. Selon elle, la crise a commencé dans les années 1980 surtout vers 1985 lorsque de nombreuses personnes du quartier ont perdu leur emploi et que les faillites d'entreprises se sont multipliées. La montée de l'insécurité et du brigandage est perçue comme une conséquence de la crise. La dévaluation est ressentie comme une baisse brutale du pouvoir d'achat suite à la hausse des prix des denrées de première nécessité. Elle est vécue comme une suite de restrictions tant au niveau de la santé, de la scolarisation, des déplacements, de l'habillement, que celui de l'alimentation.

Stratégies d'adaptation des populations démunies

Dans ce contexte de crise et de dévaluation, les populations adoptent des comportements nouveaux, véritables stratégies en réponse aux événements qui affectent leur vie. On assiste à une éclosion d'innovations multiples qui constituent soit "une tactique de survie, réponse de circonstance" ou bien "une stratégie d'adaptation à long terme, véritable alternative à la crise actuelle" (ORSTOM, 1995 : 13). Seules des enquêtes approfondies permettraient de différencier la nature des innovations que nous allons évoquer :

Au niveau des activités

A la suite des nombreuses faillites d'entreprises et des "compressions" dans les administrations, les hommes n'ayant plus de revenus fixes sont à la recherche d'activités occasionnelles comme des contrats ou travaux à la tâche; on observe une forte croissance de l'emploi dit "informel". Toutefois, ce secteur d'emploi n'attire pas toujours l'ensemble des chômeurs. Dans leurs travaux sur la société abidjanaise, M. Le Pape et Cl Vidal remarquent que dans une proportion importante, les hommes de nationalité ivoirienne ayant perdu leur emploi salarié sont d'abord restés chômeurs plutôt que de renoncer au statut qu'ils avaient acquis grâce à leur condition de salarié; une réorientation vers des activités d'artisanat ou des petits métiers leur était difficile. Ceux qui n'arrivent plus à s'en sortir mettent leur logement en sous-location et partent en habitat très précaire; ou bien, ils rentrent au village. La migration de retour peut être parfois une stratégie de vie. Cette situation de refus d'un emploi dans le secteur informel existe également chez des jeunes ayant abandonné leurs études à un niveau avancé. Les étrangers, eux, semblent beaucoup plus flexibles et prêts à adopter diverses stratégies de vie.

Les femmes, elles, sont plus entreprenantes et occupent une place grandissante dans l'économie urbaine. Elles sont très présentes dans le commerce de détail, diversifiant leurs produits au cours de l'année en fonction de la demande. Par exemple, les femmes d'Attecoubé vont chercher l'attiéké (couscous de manioc) dans les gares routières de Yopougon ou Adjamé et le revendent dans les grands marchés à des Nigériens qui préparent le "garba" (attiéké-poisson). Dans de nombreux ménages, c'est aujourd'hui le revenu des femmes qui fait vivre la famille.

Les jeunes hommes sont chauffeurs ou apprentis de Gbaka (taxi-camionnette), tailleurs ou apprentis-tailleurs, coksair (chargeur de gbaka), gardiens de nuit, blanchisseurs, charpentiers (Atakadi). D'autres étant déscolarisés sont à la recherche de leur premier emploi; d'autres enfin se "débrouillent" avec de petits contrats (travaux de courte durée) ou bien partent à l'aventure.

Les enfants travaillent de plus en plus jeunes et certains, surtout des filles, sont retirés de l'école ou bien ne sont pas scolarisés pour aider financièrement leurs parents et participer au budget familial. Les jeunes filles aident à la cuisine et à la

vaisselle dans les "maquis", sont 'petites bonnes", vendent des sachets d'eau glacée ou encore s'adonnent au petit commerce. Les jeunes garçons sont vendeurs de journaux, de "lotus" (mouchoirs), cireurs de chaussures ou gardiens de voiture.

Au niveau de l'alimentation

On remarque de nouvelles habitudes alimentaires, une plus grande monotonie dans l'alimentation, une réduction de la consommation et une multiplication des achats de plats préparés à l'extérieur.

- Nouvelles habitudes alimentaires et plus grande monotonie dans l'alimentation car les ménages démunis consomment d'autres aliments et toujours les mêmes; les repas sont essentiellement à base de farine de maïs et de manioc transformé et les sauces contiennent de moins en moins de viande et de plus en plus de poisson séché et pilé en poudre. Certains aliments de base comme le riz sont devenus inaccessibles; le café, le sucre, le lait, le pain c'est-à-dire les petits "à côté" qui agrémentaient la vie d'autrefois ne figurent plus dans la liste des produits régulièrement consommés par les ménages démunis; pour le petit déjeuner, on réchauffe les restes du soir comme le riz dit "couché". Et ce qui sauve les plus pauvres, c'est le plat quotidien de "garba", l'attiéké-poisson acheté au marché, un plat qui autrefois était réservé aux élèves et aux apprentis.
- Réduction de la consommation alimentaire car plusieurs ménages ont supprimé certains repas comme le petit déjeuner et parfois le repas de midi. De nombreux célibataires se contentent d'un plat de "garba" qu'ils achètent chaque jour dans la rue ou au marché et qui coûte 100 F. CFA.
- Multiplication des achats de plats préparés à l'extérieur. Pour la ménagère, c'est plus économique car cela lui évite les multiples petites dépenses qu'il faut effectuer pour la confection et la cuisson d'un repas (charbon de bois, condiments, poisson, denrée principale); et cela lui permet aussi de limiter le nombre de "rationnaires" nourris sur le budget du chef de famille; les points de ventes de plats préparés se sont multipliés sur les marchés d'Abidjan.

Au niveau de l'habillement

On assiste à une multiplication des achats de friperie, de chaussures usagées ou de pagnes fancy qui ont remplacé les pagnes wax. Pour les ménages démunis, il est désormais trop coûteux de s'habiller sur mesure chez le tailleur comme cela se faisait fréquemment dans le passé.

Il y a également diminution de la fréquence des achats d'habillement; on n'achète plus désormais qu'une tenue par an à l'occasion du nouvel an ou de la fête de Pâques.

Les femmes commerçantes ne portent plus leurs belles tenues et leurs bijoux comme autrefois car elles ont peur d'être attaquées. Les signes extérieurs de richesse sont soigneusement dissimulés.

Au niveau de la santé

La fréquentation du dispensaire n'est plus aussi assidue qu'autrefois. Aujourd'hui il y a des frais de transport élevés, un droit d'entrée, des frais de consultation et des frais d'ordonnance très coûteux. Les prix des médicaments ont plus que doublé. Les plus démunis se tournent vers la pharmacopée traditionnelle en achetant des plantes médicinales sur le marché ou bien consultent le guérisseur car le guérisseur soigne à crédit et les modalités de paiement sont très souples ou encore ils achètent des comprimés au détail dans la rue; le marché des médicaments vendus au détail dans les "pharmacies-trottoirs" semble florissant.

Au niveau de la scolarisation

On assiste à une baisse de fréquentation des écoles publiques, une sous-scolarisation des filles et une multiplication des écoles coraniques franco-arabes; les parents retirent leurs enfants de l'école publique ou bien ne les scolarisent pas dans ce système "faute de moyens". Les prix des fournitures, des uniformes et des droits d'inscription ont considérablement augmenté. De plus, on perçoit une crise de croyance dans l'efficacité des diplômes scolaires comme seule possibilité reconnue d'ascension sociale et économique "le chômage des diplômés rend caduque l'équation entre diplôme - travail salarié - aisance économique et prestige social" (Proteau L. 1994). "L'école, c'est maigre maintenant" ont déclaré certains interlocuteurs.

Cette baisse de fréquentation scolaire est surtout vraie pour les filles; dans une famille de plusieurs enfants, l'effort de scolarisation sera concentré sur les garçons, les filles étant soit retirées de l'école, soit non scolarisées pour aider à la maison.

Par contre, il y a une montée de la fréquentation des écoles coraniques franco-arabes, réseau parallèle d'éducation non reconnu par l'Etat. Ces petites écoles confessionnelles musulmanes entièrement prises en charge par les parents d'élève se multiplient; elles sont payantes mais les modalités de paiement sont souples et l'enseignement qui englobe l'arabe, le Coran et le français convient à la communauté musulmane.

Au niveau des relations sociales

En raison de la hausse des coûts du transport, les gens démunis se déplacent moins pour satisfaire à toutes les obligations communautaires et familiales qu'ils avaient auparavant; même si les bus arrivent à proximité de ces quartiers, les populations pauvres prennent le "11", c'est-à-dire la marche à pied; de plus, elles

ne retournent au village d'origine que lorsqu'il y a vraiment nécessité comme participer à des funérailles de personnes proches; avant la crise, les visites au village étaient fréquentes et s'accompagnaient généralement de cadeaux mais "quand tu n'as plus rien à offrir, tu n'oses plus retourner au village, les gens ne vont pas comprendre". Certaines personnes enquêtées déplorent le fait que leurs enfants ne connaissent plus le village et que les liens avec la famille étendue et les vieux se distendent.

Enfin, tous les ménages enquêtés ont souligné que les cadeaux envoyés aux parents (cadeaux en nature et cadeaux en argent) étaient moins importants qu'auparavant.

Au niveau de la vie associative

On distingue les associations d'épargne populaire, les associations d'entraide et les comités d'autodéfense.

- Plusieurs formes d'associations d'épargne populaire fondées sur des cotisations existent dans les quartiers. D'une façon générale, les femmes commerçantes se regroupent en associations de tontines. Les femmes associées versent une cotisation journalière ou hebdomadaire à l'une d'entre elles et profitent ainsi à tour de rôle de la cagnotte amassée. Toutefois, nombreuses sont les tontines qui ont disparu ou qui sont menacées car une tontine, c'est une chaîne et lorsqu'un maillon de la chaîne fait défaut c'est-à-dire lorsqu'un membre n'arrive plus à honorer ses engagements, la chaîne casse et la tontine éclate.

Une nouvelle forme d'épargne populaire est apparue avec la crise, une épargne individuelle "à la carte". C'est une épargne individuelle de petites sommes remises à une personne, en général une femme. Ceux qui participent à ce système d'épargne sont les commerçantes, les petites commerçantes, ceux qui ont un petit métier et les apprentis. Les femmes "banquières" sillonnent les marchés et les lieux de travail chaque jour pour recueillir les sommes de leurs adhérents qui, à chaque remise, signent une carte à calendrier. Au bout de 31 jours, l'adhérent se voit remis la somme épargnée de 30 jours, celle du 31^{ème} jour revenant à la banquière. Celle-ci fait fructifier l'argent qui lui est confié en l'investissant dans un commerce lucratif comme celui des pagnes. Ces femmes toutefois souffrent du climat d'insécurité et se font parfois attaquées et dépouillées de l'argent de leurs adhérents.

- Les associations d'entraide sont très présentes à l'intérieur des cours communes ou bien par groupe ethnique; chez les étrangers, ces associations d'entraide sont très efficaces; les cotisations servent à venir en aide à l'un d'entre eux en situation difficile. Les femmes par groupes ethniques cotisent pour venir en aide à l'une d'entre elle en difficulté.

- Les amicales de ressortissants sont encore très vivaces; toutefois, en raison de la crise, on observe une baisse des cotisations de la part des adhérents; ces cotisations servent à financer des équipements communautaires et sont des participations en cas de funérailles; les funérailles ont un caractère moins

ostentatoire qu'auparavant en raison de la baisse des participations et les nouveaux investissements sont plus longs qu'auparavant.

- Les comités d'autodéfense sont une autre forme d'association spontanée à l'échelle des quartiers; face à la montée du banditisme devenu une véritable psychose, les résidents se cotisent depuis quelques mois pour rémunérer une vingtaine de jeunes (chaque famille paie 200 F CFA par mois) chargés d'assurer la surveillance et la sécurité du quartier.

Gestion des risques et filets de sécurité

Dans les quartiers précaires d'Abidjan, les filets de sécurité se concrétisent par des structures communautaires de solidarité fondées sur l'appartenance ethnique et la région d'origine; ces réseaux semblent encore très solides et fonctionnent comme de véritables caisses d'aide sociale; ils sont aussi présents sous la forme de groupements religieux qui prolifèrent. En cette période de crise, la croyance religieuse est un véritable refuge. A côté des quatre grandes religions présentes (Musulmane, catholique, protestante, Harris), on assiste à la naissance de multiples sectes comme l'Assemblée de Dieu, Pentecôte, Jéhovah, etc. Ces nouvelles religions apportent de petites aides à leurs fidèles démunis et leur donnent un sentiment d'appartenance communautaire.

Solutions préconisées par la population

Les solutions les plus fréquemment évoquées sont celles attendues du gouvernement; les chefs de quartier et leurs comités demandent le lotissement et l'accession à la propriété des lots par les premiers occupants, le bitumage des rues, l'éclairage public, des travaux d'assainissement et d'adduction d'eau.

Les solutions que les populations envisagent d'apporter elles-mêmes à leurs problèmes sont les regroupements et les associations pour élaborer et mener à bien des projets à l'échelle des quartiers ou de certains groupes. La formation des comités d'autodéfense en est un exemple; un autre projet est celui du ramassage des ordures par un groupe de jeunes rémunérés par la population.

II. EN ZONE URBAINE ET PERIURBAINE

Perceptions du "bien-être" et de la pauvreté

Pour la population urbaine et périurbaine la pauvreté est une conception englobante, qui tient compte de la condition sociale, culturelle voire psychologique de l'individu souffrant d'une indigence financière. Le pauvre est quelqu'un qui n'a pas de pouvoir, qui ne peut pas agir pour se créer des opportunités tant économiques que relationnelles, et qui reste passif face à ses problèmes.

Un élément important de la perception de la pauvreté est l'exclusion: ce sont les individus et les ménages qui sont exclus de la société dans laquelle ils vivent, ne bénéficiant d'aucune protection d'un homme, d'un réseau d'entraide, d'une assistance familiale. Ceci est souvent le fait de ménages ayant des chefs seuls (les veuves comme les veufs) et des enfants petits.

L'insécurité foncière est aussi un élément de la pauvreté: les ménages sans "permis d'habiter" se considèrent - et sont considérés par les autres - comme vulnérables car ils peuvent être "déguerpis" à tout moment de leurs maisons, surtout dans les zones périurbaines où le réseau routier doit être installé dans les quartiers.

Il est évident que dans les zones urbaines et périurbaines où une grande partie de la population masculine avait des emplois dans le passé, le chômage est ressenti comme un élément important de la pauvreté. Le manque de moyens financiers se traduit aussi par une déscolarisation accrue des enfants, et ceci est considéré par la population comme un signe de pauvreté. De plus, la maladie et le décès des membres des ménages sont considérés comme des événements qui mènent rapidement à la vulnérabilité. Enfin, les pauvres sont ceux qui ne mangent pas bien à la fois en quantité et qualité.

La population urbaine et périurbaine considère comme pauvres les ménages et les individus qui ne peuvent pas réagir à la conjoncture actuelle: c'est à dire ceux qui n'arrivent pas à s'orienter vers les cultures maraîchères ou vivrières, faute de pouvoir se procurer des intrants et des charrues. Elles considèrent pauvres aussi les ménages et les individus qui ont de la peine à s'en sortir chaque année: c'est à dire les ménages qui, lors d'une année de mauvaise récolte, sont mis dans une situation très précaire.

Par contre, la notion de "bien-être" se réfère à l'idée des ménages qui ont accès à un salaire régulier et l'opportunité de faire de l'argent supplémentaire, qui habitent des maisons en dur dont ils ont le "permis d'habiter", qui envoient leurs enfants à l'école, qui se soignent à l'hôpital et qui ont des engins à la fois pour se déplacer (les mobylettes etc.) et pour la culture (les charrues). Ces ménages mangent bien, trois fois par jour, et font partie de réseaux d'entraide plus larges. Leur richesse se traduit par le fait qu'ils sont intégrés dans une société plus large mais qu'ils ne sont pas obligés de recourir aux autres pour faire face à leurs problèmes: au contraire, c'est eux qui viennent en aide aux moins nantis.

Contraintes à l'amélioration des conditions de vie et leurs conséquences

Les populations à aucun moment ne prononcent les mots "dévaluation" ou "crise". Toutefois, elles disent avoir été marquées d'abord par la chute des prix des matières premières que sont le café et le cacao (dans le sud du pays), il y a une dizaine d'années, et maintenant depuis "la mort d'Houphouët" ou depuis "plus d'un an" par l'augmentation vertigineuse du prix de "toutes les choses". Pour expliquer ce deuxième événement, elles citent l'augmentation du prix du riz, jadis aliment de base de la plupart des ménages ou familles. Elles racontent aussi qu'en raison du coût trop élevé de la viande et /ou du poisson, elles ne mangent

même plus ces denrées ou bien en mangent rarement. Elles évoquent également les produits manufacturés trop chers qu'elles ne consomment plus (huile, pain, lait, sucre, etc.), ainsi que le coût élevé de la main-d'oeuvre. Elles insistent enfin sur la hausse des prix des produits pharmaceutiques qui, à leur avis, sont passés du simple au double, ce qui selon de nombreuses personnes, explique la baisse des fréquentations des hôpitaux et centres de santé qui sont eux-mêmes devenus inaccessibles pour d'autres raisons: instauration ou augmentation du prix des consultations et même de l'accès à l'enceinte de l'hôpital.

En zone de savane (Korhogo, Tengrela), la population parle moins de la "crise" d'il y a dix ans que de la hausse des prix survenue plus récemment. Les gens démunis ne font pas la liaison directe avec la dévaluation pour expliquer cette hausse des prix, plutôt constatant que "la vie est devenue chère" depuis "la mort du Vieux". Ils ressentent cette hausse surtout au niveau des prix des denrées qu'ils sont obligés d'acheter sur le marché comme le riz et le maïs, mais aussi au niveau des autres nécessités dont ils ont besoin comme le pétrole et l'essence. Ils constatent aussi que les prix des médicaments ont monté, ainsi que les frais d'éducation (prix des uniformes, livres etc.). Les prix de ce qu'ils produisent pour vendre, n'ont pas monté au même rythme que les produits qu'ils sont obligés d'acheter, si bien que leurs termes d'échange se sont effondrés .

En ce qui concerne le travail salarié, ils constatent un net rétrécissement dans le secteur secondaire (petites entreprises comme les boulangeries) et tertiaire (les services, comme les stations d'essence, le travail dans les entreprises d'état). Ceci, selon eux, a eu des effets très négatifs sur les emplois du secteur informel. La perte d'emplois est une situation particulièrement préoccupante à Sassandra où la création du port de San Pedro et, plus particulièrement le transfert des activités portuaires essentielles dans cette localité, ont eu des conséquences économiques et sociales désastreuses sur la ville: forte baisse du niveau de trafic des navires commerciaux, mise en chômage de nombreux travailleurs, diminution drastique de l'embauche.

Les interlocuteurs dans les zones urbaines et périurbaines citent souvent l'insécurité foncière comme une contrainte à l'amélioration de leur vie: ils veulent démontrer que la menace permanente du déguerpissement agit directement sur le fait que très peu d'institutions communautaires soient créées dans les quartiers vulnérables: "Comment voulez - vous que nous formions des associations au niveau du quartier quand nous ne savons même pas si nous serons ici demain?" disent - ils.

Partout, dans les quartiers périurbains, la population constate un manque de services, comme des pharmacies, écoles, adduction d'eau, électricité etc.

Stratégies de vie des populations démunies

Au niveau des activités

Un constat important de cette enquête qualitative en zone urbaine et périurbaine est le suivant : les activités que les femmes ont entreprises récemment sont

fondamentales pour les stratégies de vie et les filets de sécurité des ménages vulnérables.

Face à la montée du taux de chômage, et la hausse des prix surtout des produits alimentaires, on assiste à un mouvement général vers la culture des vivriers et vers une mise en valeur des bas-fonds en rizières et cultures maraîchères; ces activités sont surtout entreprises par les femmes également très actives dans la cueillette de néré et de karité, la collecte de bois de chauffe et la transformation des produits de la cueillette comme le beurre de karité et le vin de palme. Cela signifie que les femmes sont très actives dans le petit commerce pour faire face aux problèmes monétaires des ménages.

Au niveau de l'alimentation

Face aux prix élevés des denrées et une baisse de revenu monétaire, les ménages vulnérables ont réduit à la fois la quantité et la qualité des repas. Le riz a été surtout supprimé dans les repas, et la quantité de viande ou de poisson a beaucoup diminué. Souvent, les sauces sont appauvries, avec l'utilisation de la poudre de poisson au lieu du produit frais. Et la consommation d'aliments comme le sucre, le café et le pain a beaucoup diminué ou a même été supprimée complètement. Dans les ménages très pauvres, le nombre de repas a été diminué soit à deux ou même un repas par jour. Là où la quantité de nourriture ne suffit pas pour toute la famille, il est évident que ce sont les enfants qui sont prioritaires.

Au niveau de la santé

La hausse des prix des médicaments et la nécessité de payer plusieurs droits pour avoir accès aux soins médicaux ont conduit les ménages vulnérables d'une manière générale à avoir recours aux guérisseurs traditionnels, à l'automédication indigène, et à l'achat de médicaments pharmaceutiques sur les trottoirs (souvent d'une qualité dangereuse). Les ménages et les individus vulnérables considèrent désormais la pharmacie moderne et l'hôpital comme des recours de dernière minute, et quand ils sont obligés de s'adresser à ces institutions, ils sont contraints de s'endetter. Dans quelques endroits, ils parlent même de retirer les malades de l'hôpital, faute de pouvoir continuer à payer les soins. De plus en plus, les femmes sont obligées d'accoucher à la maison. Quant aux ménages les plus démunis à cause d'une maladie grave (la cécité, par exemple), ils sont obligés de vivre à travers la générosité des autres ménages, et souvent ils dépendent de l'aumône.

Au niveau de la scolarisation

De nos jours, les ménages vulnérables retirent souvent leurs enfants de l'école, faute de moyens pour se procurer livres et uniformes, et pour payer les autres frais scolaires. Dans certains cas, les ménages choisissent d'inscrire un seul enfant à l'école officielle, laissant les autres sans scolarisation, ou bien les inscrivant

(s'ils sont musulmans) dans les écoles coraniques. Souvent, ce sont les garçons qui bénéficient de la scolarisation, les filles restant à la maison. Les enfants retirés de l'école sont mis dans l'agriculture ou dans le secteur informel urbain et périurbain (comme apprentis soudeurs, réparateurs de vélos ou de mobylette etc.).

Au niveau des relations sociales, la vie associative, et les filets de sécurité

L'appartenance à une association ou un réseau familial d'entraide est un facteur primordial pour la survie des ménages et individus vulnérables. L'exclusion d'un réseau peut faire la différence entre la pauvreté relative et celle absolue. En plusieurs endroits, on observe un processus de formation d'associations ethniques ou régionales au niveau des quartiers (lorsque les quartiers sont habités par des ethnies et ressortissants hétérogènes), ou bien des associations d'entraide à l'échelle de tout un quartier (lorsque le quartier est habité par une même ethnie).

Ces associations - avec des sous-comités regroupant les jeunes ou les femmes - sont dans certain cas créées pour faire office d'interlocutrices porteuses de revendications spécifiques vis à vis de l'Etat. Ces revendications concernent l'accès aux services de santé, d'éducation, d'eau potable, d'électricité et à l'amélioration de l'infrastructure de communication. Ces associations ont un rôle très important comme porte-parole des ménages vulnérables, lorsqu'elles revendiquent l'arrêt des déguerpissements dans les zones urbaines et périurbaines, et la mise en place d'une sécurité foncière à travers les "permis d'habiter".

Ces associations jouent également un rôle important sur le plan traditionnel, pour l'organisation des funérailles, des danses etc. Elles agissent comme filets de sécurité pour leurs membres, en leur fournissant des crédits pour les funérailles ou en cas de maladie sévère.

Mais ces associations fonctionnent sur la base de cotisations, souvent mensuelles, que chaque membre doit payer, ce qui exclut souvent les ménages et les individus les plus démunis. Pour ces ménages, le réseau familial est fondamental pour leur survie. Et ce sont les ménages exclus des associations et sans réseau familial, qui ont les conditions de vie les plus dures. Mais ces ménages vraiment démunis peuvent parfois solliciter l'aide d'associations professionnelles auxquelles ils appartiennent : cela est surtout vrai entre les femmes qui s'associent pour la production et la vente des produits de la cueillette.

On a trouvé quelques rares associations de tontines, surtout parmi les jeunes et les femmes. Il était évident que la "crise" des prix sur le marché avait beaucoup affaibli ces organisations, au fur et à mesure que chaque ménage cherchait à "joindre les deux bouts" de ses revenus et dépenses avant de s'aventurer dans des tontines. De plus, nos interlocuteurs ont noté qu'il y avait de plus en plus de détournements dans la gestion de ces associations d'épargne.

Solutions préconisées par la population

Solutions attendues du gouvernement

En zone urbaine et périurbaine, les solutions que les ménages et les individus attendaient du gouvernement pour améliorer leur niveau de vie étaient au nombre de sept:

1. Améliorer les infrastructures, les équipements et les services sociaux: bitumage des rues, éclairage public, distribution du courant électrique et de l'eau;
2. Promouvoir la sécurité foncière à travers le lotissement et l'accession à la propriété des lots par les ménages qui ont colonisé les terres sur lesquelles les quartiers se sont développés;
3. Améliorer le système scolaire à travers les subventions, l'accroissement de la capacité d'accueil, et faciliter l'accès prioritairement aux enfants de parents démunis. De plus, construire des foyers d'accueil et d'hébergement pour les élèves sans tuteur. Améliorer le système de transport pour faciliter le déplacement des élèves de leur domicile à l'école;
4. Développer des services de santé moins onéreux, et mener des programmes de sensibilisation sur les problèmes de salubrité;
5. Subventionner le coût des intrants et introduire d'autres cultures pour diversifier les potentialités agricoles des populations; fournir du crédit pour le matériel agricole;
6. Créer des emplois (par exemple, à travers la réouverture du Port de Sassandra dans le sud)
7. Contribuer à la vie de la jeunesse par la construction pour les jeunes des aires de sport et d'activités socioculturelles;

Solutions basées sur les initiatives de la population elle-même

Nos interlocuteurs ont évoqué trois projets fondés sur les initiatives de la population elle-même que l'Etat pourrait encourager:

1. Appuyer les initiatives des jeunes par la création de petits projets (crédits pour le matériel à louer, et pour l'élevage du petit bétail, par exemple);
2. Promouvoir et appuyer les associations des femmes à travers des programmes de crédit à une échelle modeste, surtout pour le petit commerce, la transformation des produits de la cueillette, et pour la production des vivriers par les associations féminines;

3. Appuyer les initiatives de la population d'améliorer et accroître les superficies agricoles exploitables (terrassements des collines, mise en valeur des bas-fonds, construction des barrages etc.).

III. EN ZONE FORESTIERE

Les villages étudiés se situent dans le sud-est et le sud-ouest forestier:

Dans le sud-est, on trouve Ono, village d'ouvriers agricoles Burkinabé chez les Abouré, Kétesso et Tankesse, villages Agni, Bouapé et Yapokoi, villages Attié, Lalassou, village Abbé.

Dans le sud-ouest, on trouve Djedjedigbepa et Liliyo, villages Bété, Lokosso, village Yacouba, Luenoufla, village Gouro, Zéo, village Guéré, Mahapleu, village Wa.

Tous ces villages vivent d'une économie de plantation essentiellement fondée sur le caféier et le cacaoyer mais aussi sur le kolatier; ils abritent une importante population allogène constituée d'Ivoiriens du Nord, de Maliens et de Burkinabé; on rencontre également de nombreux Ghanéens dans l'Est et Guinéens dans l'Ouest. La plupart de ces allogènes sont employées comme manoeuvres dans les plantations; ils sont aussi riziculteurs et occupent des bas-fonds qui leur sont loués; dans certaines régions, ils sont devenus propriétaires de plantations.

Perceptions du "bien-être" et de la pauvreté

Pour un autochtone, être riche, c'est "posséder": de la forêt, des plantations, des campements et des manoeuvres, une maison en dur et une grande famille; c'est aussi "pouvoir" scolariser ses enfants, prêter de l'argent, satisfaire tous ses besoins et faire face à tous ses problèmes. Le riche est celui qui se suffit à lui-même, qui est autonome.

Pour un autochtone, être démunie, c'est être dépendant (aller chercher du secours ailleurs) ou ne pas avoir "la chance" ce qui veut dire tomber malade, être endetté ou bien perdre son travail; le pauvre, c'est celui qui malgré sa bonne volonté et ses efforts n'arrive pas à s'en sortir.

Contraintes à l'amélioration des conditions de vie et leurs conséquences

Les populations forestières parlent beaucoup plus de la crise que de la dévaluation (mot inconnu dans certains cas). La crise est évoquée par la chute des prix du café et du cacao, le départ de la main-d'oeuvre étrangère et le retour massif des jeunes déscolarisés ou chômeurs vivant en ville. Dans l'esprit de beaucoup, la dévaluation est une calamité associée à celle de la mort du Président Houphouët-Boigny. "A la mort du Vieux, la vie est devenue chère"; toutefois,

les populations affirment qu'elles ne sentent les effets de la dévaluation que lorsqu'elles sont contraintes d'acheter ce qu'elles ne produisent pas.

Dans toute la zone forestière, les contraintes majeures à l'amélioration des conditions de vie sont les suivantes:

- La chute du prix du café et du cacao depuis 1990-91 est la contrainte la plus fréquemment évoquée; confrontés à des prix trop peu rémunérateurs pour valoriser leur travail, les planteurs ont cessé d'entretenir leurs caféiers et de récolter et les manoeuvres, surtout ceux payés en nature (les abousan) ont déserté les villages;

- La dévaluation du F. CFA au début de l'année 1994 a été surtout ressentie au niveau de la hausse vertigineuse des prix des intrants agricoles comme les outils, les produits phytosanitaires, gramoxone, engrais, vaccins pour les animaux d'élevage; elle a été également ressentie au niveau de la hausse des prix des transports, des médicaments, des fournitures scolaires et de certains produits de base (sel, pétrole, cube Maggi, savon, etc.);

- La raréfaction de la main-d'oeuvre étrangère et l'augmentation de sa rémunération: autour de 700 F CFA par jour pour un journalier. Cette contrainte est surtout ressentie par les autochtones car chez les allogènes devenus propriétaires de plantations, la main-d'oeuvre familiale est amplement utilisée. Cette diminution de la main-d'oeuvre étrangère est due à la faible rentabilité des plantations et aux tracasseries administratives liées aux cartes de séjour obligatoires. Ces étrangers, désormais rançonnés par la police et les douaniers, circulent beaucoup moins qu'avant dans le pays.

- L'absence ou le versement très partiel du crédit promis par le gouvernement en 1994 pour aider les planteurs à nettoyer les plantations abandonnées. Les prix du café et du cacao ayant brusquement remontés, les planteurs cherchent à remettre en valeur les plantations abandonnées à la brousse ou à ouvrir de nouvelles plantations.

- La crise avec son cortège de licenciements et de déscolarisations a contribué au retour massif des jeunes dans leurs villages. Dans certaines régions du sud-est, la saturation foncière est un obstacle majeur pour l'implantation de ces jeunes qui ne peuvent que mettre en valeur les jachères abandonnées par leurs parents ou bien colonisent des forêts classées dont ils sont chassés par les agents de la SODEFOR (Société de Développement des Forêts).

- Les difficultés d'écoulement des produits agricoles dues à la hausse du prix des transports et au manque d'entretien des routes de liaison et des pistes menant aux champs et aux plantations.

- Les sécheresses récentes qui ont affecté la production de bananes plantains et entraîné des feux de brousse dévastateurs sur les marges forestières.

Contraintes spécifiques à certaines zones

- Dans certaines régions, les allogènes ne peuvent avoir de droits sur la terre; cela signifie qu'ils ne peuvent être que métayers ou contractuels;
- Autre contrainte soulignée à Zéo, par exemple, celle d'actes de sorcellerie répétés. Les jeunes sont convaincus que ce problème de sorcellerie contribue actuellement à bloquer leurs initiatives et projets de développement;
- Les problèmes insolubles de remboursement de prêts usuraires et des dépenses de funérailles vécues comme "une véritable catastrophe financière à répétition" (Vidal C., 1986:10) peuvent être des contraintes sérieuses dans certaines ethnies comme chez les Attié.
- Dans certaines régions du sud-est, comme à Kétesso, les cultures sont détruites par une prolifération d'escargots qui dévastent tout. Ces escargots pourraient être éliminés par des produits chimiques désormais beaucoup trop coûteux;
- L'enclavement de certains villages comme Ono ou Kétesso représente aussi une contrainte importante pour l'écoulement des produits agricoles.

Stratégies de vie des populations démunies

On remarque une extension des cultures vivrières, une augmentation des prélèvements sur la nature, un essor des cultures vivrières marchandes et une diversification des activités et des cultures.

Extension des cultures vivrières

Face à la crise et à la dévaluation, on observe une recherche quasi générale de l'autosuffisance alimentaire; les ménages achètent moins de produits manufacturés qu'avant et cherchent à produire plus de cultures vivrières; les surfaces cultivées en manioc, en maïs et en cultures maraîchères (gombo, aubergine, piments, tomates) ont considérablement augmenté; ces cultures ne sont plus seulement pratiquées en association avec les plants de caféiers et cacaoyers pendant les premières années de la plantation; elles s'étendent aussi dans des zones en jachère;

Augmentation des prélèvements sur la nature

Les activités de cueillette (graines de palme, extraction de coeurs du palmier raphia, de vin de palme, ramassage d'amandes de fruits pour faire la sauce Kplé, de champignons comestibles, escargots, racines, ignames sauvages) se sont multipliées; les stratégies de survie des plus pauvres, c'est d'obtenir quelques revenus de la vente des produits de la brousse comme le vin de palme, les escargots, les champignons ou les plantes médicinales. Les jeunes vendent du vin de palme pendant les périodes de soudure. On observe également une pratique accrue de la chasse et de la pêche accompagnée de droits de plus en plus stricts. Dans certaines zones, les allogènes sont interdits de pêche.

Essor des cultures vivrières marchandes

Aujourd'hui, les cultures qui se développent le plus sont les cultures alimentaires destinées à la consommation et à la vente; le manioc, par exemple, transformé en attiéké ou plakali par les femmes est devenu une source de revenus non négligeable. La culture du riz de bas-fonds s'est également considérablement développée; autrefois pratiquée presque exclusivement par les Dioulas et les étrangers, la culture du riz en raison de la hausse de son prix est désormais activement recherchée par les jeunes autochtones; il y a désormais compétition pour l'accès aux bas-fonds autrefois négligés et on assiste dans certaines régions au refus graduel puis systématique des autochtones de céder les bas-fonds aux allogènes;

Diversification des activités et des cultures

La pluri-activité est de plus en plus pratiquée surtout par les femmes; en fonction des saisons, les femmes commercialisent attiéké, poisson, huile de palme, condiments, aubergines, tomates; on assiste aussi à une extension du petit élevage pour la consommation familiale comme pour la vente au moment des fêtes (volailles, caprins, ovins); les planteurs de caféiers et cacaoyers cherchent à diversifier leurs cultures de rente en introduisant le palmier à huile et l'hévéa; les jeunes autochtones ont comme stratégie de trouver des terres à cultiver; ils cherchent à s'en sortir en devenant agriculteurs car ils savent que désormais "partir à l'aventure" en ville n'est plus une solution; c'est cultiver la terre qui permet de s'en sortir; et ceux qui vivent près de la frontière Ghanéenne profitent de cette proximité pour s'approvisionner, se soigner ou faire du commerce dans un pays où le coût de la vie est plus bas.

Au niveau de l'alimentation

Avant la crise, chacun mangeait à sa faim et l'alimentation était variée. On prenait 3 repas par jour dont le petit déjeuner composé de pain et de café au lait sucré. La banane plantain en foutou et le riz, accompagnés de viande ou de poisson étaient régulièrement consommés.

Aujourd'hui, on observe une baisse de la qualité, de la quantité et de la diversité dans l'alimentation. Pour le petit-déjeuner, on mange les restes du repas du soir lorsqu'il y en a; le riz et la viande ont presque disparu des autres repas; et le foutou est désormais un mélange de banane plantain et de manioc; maïs et manioc constituent dorénavant les aliments de base; on consomme le manioc sous toutes ses formes (attiéké, placali, foutou, kokondé, manioc cuit à l'eau ou grillé) et la sauce ne contient que de la poudre de poisson "si gouanou" c'est à dire "écraser pour mettre dedans"; au niveau des boissons, on observe une substitution à peu près complète du vin de palme aux bières, vins et alcools. Les familles démunies achètent de moins en moins et cherchent à produire de plus en plus pour leur propre consommation.

Au niveau de la santé

Avant la crise, les villageois se rendaient au dispensaire le plus proche; les déplacements étaient aisés, les premiers soins étaient gratuits, le prix de la consultation et des médicaments étaient abordables. Aujourd'hui, le prix du transport est devenu très élevé et les "occasions" sont peu fréquentes; et lorsqu'on arrive au dispensaire, il faut tout payer (les premiers soins, les droits d'entrée, les frais de consultation et d'ordonnance). Les prix des médicaments ont plus que doublé. De plus, il faut payer comptant. "Si tu n'as pas avec toi la somme d'argent demandée, on ne te soigne pas".

Face à cette situation, les populations démunies ont désormais recours aux soins de santé traditionnels; elles essaient d'abord de se soigner avec les plantes médicinales achetées au marché ou cueillies en brousse; lorsque les plantes ne guérissent pas, elles adoptent une de ces deux stratégies: La première est d'aller consulter le guérisseur car ses médicaments sont moins coûteux et peuvent être achetés à crédit ou être payés en nature; on ne paye le guérisseur qu'après guérison et avec des facilités de paiement. L'inconvénient de cette pratique est que "C'est la loterie: ça peut marcher ou pas". La deuxième stratégie, c'est acheter des médicaments Ghanéens au détail dans les pharmacies trottoirs.

Au niveau de la scolarisation

La dévaluation a provoqué une augmentation des coûts de scolarisation qui s'est produite juste après la chute des prix du café et du cacao; on observe une baisse de la scolarisation dans toute la zone forestière, véritable indice de paupérisation chez les autochtones pour qui scolariser sa jeunesse a toujours été un point d'honneur.

Des enfants sont retirés de l'école en cours d'année quand les parents n'ont plus les moyens d'acheter les fournitures ou de remplacer l'uniforme; ou bien la rentrée scolaire est retardée de deux mois quand les parents ne peuvent pas payer les frais d'inscription début septembre; en effet, l'argent de la traite n'est souvent disponible que fin novembre; ou encore certains enfants en âge d'aller à l'école ne sont pas scolarisés; cela touche surtout les filles. On remarque toutefois que des parents s'endettent pour scolariser leurs enfants en ayant recours à des prêts usuraires (très répandus), ou bien en hypothéquant leurs plantations ou encore en vendant leurs plantations. Enfin, dans certains cas comme à Ono, la scolarité des enfants est prise en charge par les femmes grâce à leurs activités commerciales; c'est ainsi que les hommes sans revenus perdent leurs prérogatives de chef de famille.

Au niveau des relations sociales

On remarque chez les autochtones un certain repli sur soi, une montée de l'individualisme. Depuis la crise, on se méfie les uns des autres car il y a eu trop de détournements; on ne fait plus confiance comme avant. Et ces derniers

déclarent qu'ils ne peuvent même plus recevoir des étrangers car ils n'ont plus de quoi les recevoir décemment

Les solidarités semblent plus solides chez les allogènes; mais ces derniers ne peuvent plus retourner chez eux aussi fréquemment qu'autrefois et les liens se distendent avec le village d'origine.

Au niveau de la vie associative

Dans ces villages forestiers, la vie associative est très présente. On distingue les associations de travail, d'entraide, d'épargne, culturelles, religieuses et sportives.

Les associations d'entraide et de travail

On assiste à une multiplication des associations de jeunes qui mettent en commun leur force de travail soit pour s'entraider (ils effectuent des travaux agricoles à tour de rôle dans les champs de leurs adhérents) soit pour faire des contrats dans les plantations. Les associations de jeunes autochtones sont nées à la faveur de la crise pour répondre aux besoins en main d'oeuvre des planteurs, la main d'oeuvre étrangère étant devenue rare et chère; dans cette période de remise en valeur des plantations laissées en friche ou d'ouverture de nouvelles plantations, ces associations constituent une force de travail efficace et à bon marché faisant ainsi concurrence aux allogènes; l'argent récolté sert à financer des projets comme des fêtes ou bien venir en aide aux membres malades ou encore à participer à des dépenses de funérailles; à Zéo, il existe un syndicat de transporteurs représenté par 6 jeunes du village qui sont chargés d'organiser le transport des personnes et des marchandises; et à Lokosso, les femmes Dioula ont une caisse de solidarité alimentée par leurs cotisations (100 F CFA par semaine) qui permet de venir en aide à celle qui a des problèmes.

Les associations culturelles, sportives et religieuses

Les associations de danse fondées sur l'appartenance ethnique existent toujours même si les membres ne peuvent plus cotiser; ils utilisent l'argent des cadeaux qui leurs sont faits au moment de leurs danses pour s'acheter de nouvelles tenues vestimentaires. Quant aux associations sportives, elles recherchent des parrainages pour se procurer des tenues et des ballons; elles attendent beaucoup de la campagne électorale. Enfin, les associations fondées sur la croyance religieuse se sont multipliées et sont très actives. Ces amicales fonctionnent comme de véritables caisses d'assistance sociale, aidant leurs adhérents au moment des travaux champêtres, des décès, maladies, baptêmes.

Les associations d'épargne

Si les tontines semblent désormais peu répandues chez les autochtones (en raison d'une méfiance plus grande), elles sont encore très présentes chez les allogènes et surtout chez les femmes commerçantes.

Gestion des risques et filets de sécurité

On assiste à une multiplication des sectes religieuses, véritables refuges contre l'adversité, la pauvreté et la misère; ces sectes oeuvrent comme des groupements de travail, d'entraide et d'assistance qui donnent à leurs fidèles un sentiment d'appartenance à une communauté solidaire et qui fonctionnent comme des filets de sécurité.

Un autre filet de sécurité, en zone forestière, c'est avoir accès à la terre et avoir les moyens de la cultiver; aujourd'hui, c'est la terre qui permet de se nourrir décemment et d'obtenir des revenus; mais cette sécurité foncière n'est pas directement accessible à tous: les femmes, les jeunes et les allogènes en sont souvent privés.

Autre filet de sécurité pour certains villages, être situé en bordure de la route goudronnée; le trafic permet de nombreuses ventes tout au long de l'année qui procurent quelques revenus;

Solutions préconisées par la population

Solutions attendues du gouvernement:

Obtenir le crédit que l'Etat leur a promis pour pouvoir remettre en valeur les plantations abandonnées. Actuellement, ils n'ont pas les moyens de payer des manoeuvres pour nettoyer les plantations abandonnées et les jeunes refusent de travailler gratuitement sur les plantations de leurs parents.

Obtenir une aide des sociétés d'encadrement pour implanter de nouvelles cultures de rente comme l'hévéa et le palmier.

Une plus grande souplesse de la part de l'Etat au sujet du contrôle des cartes de séjour des étrangers, ce qui permettrait à ces derniers de revenir.

Solutions basées sur les initiatives de la population elle-même

Ces initiatives, ce sont les regroupements et les associations pour élaborer des projets en commun. Mais ces mouvements associatifs ont beaucoup de mal à se maintenir. Ils sont freinés par les effets de la crise "les villageois ne se font plus confiance; il y a eu trop de détournements" et par la situation politique "le multipartisme a divisé les villageois".

IV. EN ZONE DE SAVANE

Perceptions du "bien-être" et de la pauvreté

Dans les sites ruraux en zone de savane, la perception de la pauvreté est liée surtout à l'accès à la terre et aux moyens de la mettre en valeur. La terre elle-

même ne semble pas être rare: dans les sites visités, nos interlocuteurs nous ont rarement signalé qu'il n'y avait pas de terre disponible. Mais l'accès aux moyens pour la mettre en valeur était une contrainte fondamentale pour nos interlocuteurs et cela agissait directement sur la vulnérabilité des ménages et des individus.

Dans ce contexte, les ménages vulnérables sont ceux qui n'ont pas d'enfants, surtout des enfants adultes; les ménages où les parents sont vieux et les enfants très jeunes; où le chef de famille est malade ou handicapé. Sont également vulnérables, les ménages qui n'ont pas la possibilité de faire la culture attelée, faute de charrue ou de boeufs, ou qui ne possèdent pas un troupeau pour leur épargne ou leurs produits laitiers (les bovins sont un bien très précieux dans cette zone, surtout depuis la dévaluation du Franc CFA qui a eu pour résultat une hausse des prix très importante pour le bétail). Cela signifie que les ménages vulnérables sont caractérisés par le fait qu'ils ne cultivent pas de champs de coton (la culture de rente par excellence dans cette zone); qu'ils se focalisent sur la culture des bas-fonds et les produits vivriers en utilisant la *daba* sur de petits champs; et que leur production vivrière ne suffit pas pour nourrir la famille, ce qui les oblige à travailler pour les autres.

En plus de tout cela, le statut du ménage et des individus est aussi un facteur de vulnérabilité. Etre exclu ou ne pas être membre d'une "grande famille" (Lu en pays Senoufo) est un facteur décisif de vulnérabilité: cela veut dire qu'on est exclu des plus importants réseaux d'entraide qui existent au niveau de la communauté. Ces réseaux d'entraide sont très importants dans les grandes familles qui ont des ressortissants vivant à l'extérieur de la communauté, qui souvent cultivent du café, cacao ou coton dans les autres zones de la Côte d'Ivoire, ou bien qui sont fonctionnaires ou salariés, et qui tous envoient de l'argent à la grande famille chaque année. Ne pas faire partie d'une grande famille ayant des ressortissants à l'extérieur de la région peut être un facteur de vulnérabilité.

De ces conditions ressortent les autres caractéristiques de la pauvreté: ne pas avoir la capacité de résoudre ses problèmes sans l'aide d'autrui; ne plus pouvoir demander un crédit à l'intérieur de sa communauté; être toujours en dette; ne pas pouvoir scolariser ses enfants; ne jamais avoir l'argent suffisant pour soigner sa famille à la pharmacie ou à l'hôpital; et de vivre dans un habitat en mauvais état.

Le "bien-être", par contre se traduit par les perceptions que les nantis sont les ménages qui ont de nombreux enfants, et parmi eux des enfants adultes; ceux dont la production vivrière dépasse leurs besoins, la partie excédentaire étant vendue sur le marché; ceux qui ont des boeufs, des charrues, et même des troupeaux de bovins qui sont utilisés pour l'épargne, les produits laitiers, et qui sont gérés par un bouvier; ceux qui cultivent une surface importante de coton pour la vente; ceux qui font partie d'une famille élargie qui a des membres à l'extérieur ayant des revenus monétaires réguliers, ou des exploitations de café, cacao ou de coton leur permettant d'envoyer de l'argent à la famille chaque année. Pour toutes ces raisons, ces ménages nantis mangent bien, en qualité et quantité; ils se soignent à l'hôpital ou à la pharmacie moderne; ils envoient

leurs enfants à l'école publique; ils habitent dans des habitats modernes; et ils disposent de moyens de déplacement comme les bicyclettes ou les mobylettes. Souvent, il se trouve que ces ménages appartiennent aux lignages fondateurs des communautés concernées.

Contraintes à l'amélioration des conditions de vie et leurs conséquences

En savane, on parle rarement de la "crise" d'il y a dix ans, mais plutôt de la montée des prix pendant les dix huit derniers mois. Comme dans les autres zones, on ne parle pas de la "dévaluation", mais plutôt de la mort du Président Houphouët-Boigny, comme événement majeur lié à cette calamité. Les hausses des prix qui ont le plus marqué la population sont celles liées à la scolarisation, la santé et aux produits sur le marché que chacun doit acheter - surtout le riz. En même temps, les agriculteurs constatent que les produits qu'ils vendent sur le marché ne bénéficient pas d'une même hausse de prix que les produits qu'ils achètent: cela signifie que leurs termes d'échange sont en train de se dégrader.

La population identifie plusieurs événements naturels comme contraintes à l'amélioration de leur niveau de vie; cela comprend une baisse de la pluviométrie depuis les années 1980, une dégradation de la fertilité des sols et les feux de brousse non contrôlés. C'est dans le contexte de la baisse de la fertilité des sols que la population ressent beaucoup l'effet de la suppression de la gratuité des intrants, et leur prix actuel. Ils lient l'aridification du climat à un autre processus qu'ils identifient comme contrainte: l'immigration des Peuls dans la région depuis les années de la sécheresse, qui a abouti à des conflits aigus entre agriculteurs et pastoralistes et, selon la population sédentaire, a entraîné des dégâts importants des cultures par le bétail.

Pour la population de la savane, il y a des processus à long terme qui ont affaibli la capacité des communautés à faire face à la conjoncture actuelle. Parmi ces processus, la population cite l'introduction de la culture attelée (dans les années 1960) comme facteur d'affaiblissement des liaisons sociales entre les membres de la communauté et de leurs institutions communautaires. La charrue, -est-il argumenté-, a donné l'opportunité à chaque individu de cultiver à sa guise, ce qui a affaibli les institutions d'entraide qui existaient auparavant dans la communauté, basées sur les travaux collectifs nécessaires à cause de l'utilisation de la *daba*. Pour les interlocuteurs de la savane, la charrue a créé des divisions sociales et a beaucoup augmenté l'inégalité qui existe aujourd'hui entre les riches et les pauvres. Cette situation a été aggravée par l'intensification de l'émigration des jeunes, ce qui a entraîné un vieillissement de la population et une dégradation de la cohésion sociale.

Les autres contraintes citées sont le manque d'équipement agricole, le manque de bétail, l'endettement, un mauvais état de santé et l'enclavement des communautés rurales. Les femmes ajoutent à cela leur insécurité foncière en ce qui concerne leur accès aux bas-fonds; dans le contexte de conjoncture actuelle, la mise en valeur des bas-fonds est devenue une des stratégies principales de survie des femmes.

Stratégies de vie des populations démunies

Au niveau des activités

La population des zones rurales de la Savane a réagi à l'aridification du climat, la baisse de la fertilité du sol et la hausse de la cherté de vie par une stratégie de diversification des activités. Partout, les ménages ont augmenté leur production vivrière: les plus nantis, à travers la pratique de cultures vivrières plus résistantes à la sécheresse (sorgho, mil, maïs) en plus de leur culture de coton; et tout le monde, y compris les ménages vulnérables, en intensifiant la culture des bas-fonds pour les cultures maraîchères et le riz inondé. Récemment, la population a commencé à cultiver l'anacardier aussi.

Les femmes surtout ont intensifié leur travail dans les bas-fonds et dans la cueillette du néré, du karité (qu'elles transforment en beurre) et le bois de chauffe. Elles ont aussi augmenté leur production du Tchapalo (bière confectionnée du mil, maïs et sorgho) dans les zones où la population est animiste.

Les plus nantis ont investi dans le bétail, vu l'accroissement des prix des animaux, à la suite de la dévaluation du Franc CFA. Dans les zones frontalières, ils ont augmenté leur commerce transfrontalier pour capter les bénéfices des prix qui opèrent dans les deux pays (par exemple, sur la frontière malienne, les cultivateurs Senoufo exportent le maïs au Mali où le prix est supérieur à celui trouvé en Côte d'Ivoire, et ils importent les bovins et les ânes qui sont moins chers).

Les ménages plus vulnérables, par contre, se sont mis à travailler sur les champs de ceux qui ont les boeufs et les charrues, pour avoir accès au matériel pour la culture attelée une fois que les propriétaires ont fini de travailler leurs propres champs.

Une stratégie générale est l'accroissement de la migration des jeunes vers le sud, surtout depuis la récente hausse du prix du café.

Au niveau de l'alimentation

La stratégie générale développée par la population est la recherche de l'autoconsommation. Pour les moins nantis, ceci se traduit par une diminution de la consommation de la viande et du poisson, et un régime alimentaire moins varié.

Au niveau de la santé

La pharmacie moderne et les visites à l'hôpital sont maintenant accessibles seulement aux plus nantis. Les ménages et individus vulnérables se soignent de nos jours chez les guérisseurs traditionnels et utilisent la pharmacopée

coutumière; ces soins et médicaments sont accessibles à travers le crédit, et sont moins chers.

Au niveau de la scolarisation

Un constat assez généralement évoqué par la population en Savane est que la scolarisation ne garantit plus un emploi. Dans ces conditions, les chefs des ménages - surtout des ménages vulnérables - se demandent pendant la conjoncture actuelle l'utilité d'envoyer leurs enfants à l'école quand cela coûte si cher, et quand il y a d'autres impératifs pour faire face aux problèmes de la vie quotidienne. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la tendance actuelle de retirer les enfants de l'école, souvent pour les mettre dans la culture des vivriers. Dans les zones musulmanes en Savane, plusieurs ménages mettent leurs enfants dans les écoles coraniques au lieu des écoles officielles.

Au niveau des relations sociales, la vie associative, et les filets de sécurité

Les associations traditionnelles

Les communautés en zone rurale de savane sont caractérisées par de fortes organisations socio-politiques et de vie associative, qui persistent jusqu'à présent.

Les communautés sont structurées en quartiers, chaque quartier ayant son propre chef (sauf dans quelques cas s'il s'agit d'un quartier d'étrangers), et un quartier étant reconnu comme le chef-lieu de la communauté. Normalement le chef de ce quartier est aussi le chef de la communauté entière. Cette structure reflète le système de pouvoir et les relations sociales de la communauté : un lignage fondateur de la communauté qui détient la chefferie, et les autres lignages, qui sont arrivés plus tard, occupant les autres quartiers.

Le chef du village est conseillé par les chefs des autres quartiers. Il est le "maître des terres" et gère le terroir villageois, souvent ayant le droit de distribuer les terres des bas-fonds de la communauté. Les autres chefs des quartiers sont responsables de la gestion des terres sèches qui appartiennent à leurs lignages. Le droit foncier reste dans les mains des hommes: les femmes ont accès à la terre par la voie de leur mari, ou, dans certain cas (pour l'accès aux bas-fonds) à travers le chef de village. Les autres responsabilités des chefs sont d'arbitrer les conflits au niveau de leurs propres quartiers. Les conflits entre quartiers sont tranchés par le chef de village.

Le système d'héritage peut être soit patrilinéaire où matrilineaire, en fonction de l'ethnie du groupe. En pays Senoufo, l'héritage est matrilineaire, c'est à dire qu'il revient aux ressortissants masculins de la soeur du chef de la famille. Dans les systèmes patrilinéaires l'héritage se fait à travers soit le fils aîné du chef de la famille, soit à travers son petit frère aîné. Le système de mariage est patrilocal.

La "grande famille", comprenant le chef de famille, ses frères, leurs épouses et leurs enfants, reste une unité socio-économique très importante. Vivant dans la

même zone, cette unité peut être gérée comme une économie indépendante avec tous les revenus, productions et dépenses de la famille gérée par le chef du lignage. En d'autres zones cette entité peut être scindée en plusieurs sous-unités, gérées par les frères du chef de la famille, mais qui néanmoins conservent de fortes liaisons à la fois politiques (leur position dans le lignage établit leur statut social) et économiques (il se peut que le lignage gère un troupeau de bovins ensemble).

Cette structure peut agir comme un filet de sécurité efficace pour ses membres. En effet, une "grande famille" gère un "portfolio" d'investissements dans plusieurs secteurs d'activités à travers les occupations de ses divers membres. Souvent, en zone de savane, on trouve une grande famille avec des membres à l'extérieur qui sont des fonctionnaires, des salariés, où des planteurs de café, cacao où de coton dans d'autres parties de la Côte d'Ivoire, et qui envoient des mandats à la grande famille. Ce sont ces types de grandes familles précisément qui sont identifiés par la population comme parmi les nantis.

Cette structure est renforcée et légitimée par les institutions religieuses qui se trouvent à l'intérieur de la communauté. Souvent ces institutions sont basées sur une religion animiste qui attribue des pouvoirs magiques aux "forêts sacrées" et aux fétiches. Ces institutions restent puissantes dans plusieurs communautés (surtout celle des Senoufo) de nos jours. Elles gèrent la vie religieuse de la communauté, mais en plus, elles organisent les travaux collectifs agricoles de la communauté. Hommes et femmes font partie de ces institutions.

Comme exemple, on peut citer le système renommé des Senoufo, connu sous le nom de *Poro*. Le *Poro* est basé sur des classes d'âge dont tous les ressortissants de la communauté font partie. Traditionnellement à l'âge de 14 ans tous les enfants sont obligés de "faire le *Poro*" pour une durée de sept ans. Coutumièrement, ils passaient ces sept ans d'initiation habitant dans la Forêt Sacrée, mais de nos jours ils restent chez eux et font les rites seulement dans la forêt. Pendant ces sept ans les initiés faisaient des travaux collectifs sur les champs chaque année: à la fin de cette période, chaque initié avait le droit d'appeler le nouveau *Poro* (c'est à dire les jeunes qui faisaient les sept ans d'initiation) à travailler sur leurs champs. Il est évident que le *Poro* est une puissante organisation d'entraide à l'intérieur de la communauté, et cette organisation associative était renforcée par le fait que les membres des classes d'âge qui "ont fait le *Poro* ensemble" avaient des liaisons très fortes entre eux, si bien que si un membre de la classe d'âge tombait malade ou avait d'autres difficultés, ses camarades lui venaient en aide.

Lié étroitement au *Poro* et au culte des fétiches, il existe aussi une organisation des chasseurs.

Le *Poro* et l'organisation des chasseurs restent des organisations vivaces auprès des communautés Senoufo; à l'évidence, les chasseurs de nos jours s'organisent pour assurer la sécurité contre le banditisme dans toute la zone.

Mais, on remarque également que ces structures sont en train de s'affaiblir. On remarque de plus en plus que les grandes familles se scindent complètement au niveau des frères, surtout au moment de la mort de l'ancien chef. Également, les

liaisons traditionnelles entre les "grandes familles" et "leurs étrangers" (les étrangers à qui, dans le passé - il y a souvent 20 ou 30 ans -, des terres ont été confiées par le lignage) sont en train de se distendre. Les raisons de cet affaiblissement sont nombreuses, et parmi les plus importantes soulevées par la population, comme on a vu ci-dessus, on remarque l'introduction de la charrue qui a sapé les institutions d'entraide d'autrefois basées sur l'utilisation de la *daba*, et le fort taux d'émigration des jeunes. En ce qui concerne les étrangers, une autre raison pour l'affaiblissement des relations sociales avancé par la population autochtone est leur inquiétude sur la disponibilité des terres dans l'avenir vu l'aridification du climat, le taux d'accroissement de la population, et la pression qui est en train de s'exercer sur les terres de bas-fonds actuellement. A cause de ces conditions, il devient plus difficile pour un étranger d'avoir accès à un champ dans plusieurs localités de la zone de savane.

En ce qui concerne le *Poro*, la population constate elle-même que l'institution est en train de s'affaiblir à cause du fort taux d'émigration vers le sud des membres de la communauté (y inclus le départ des jeunes vers l'enseignement supérieur). De nos jours, tous les membres de la communauté ne font plus partie du *Poro* à cause du fait qu'ils étaient absents du village aux moments convenus. Un des résultats de cette situation est que les parents, afin de préserver cette tradition, initient au *Poro* des enfants de plus en plus jeunes qui n'ont pas à cet âge le sens de la responsabilité.

La vie associative moderne

Il existe également dans la zone de savane des organisations associatives plus modernes. Parmi les plus importantes sont les groupements des jeunes hommes et femmes, les associations religieuses chrétiennes, et les groupements à vocation coopérative (GVC).

En ce qui concerne les associations de jeunes hommes et femmes, elles s'appellent souvent "Benkadi" et s'occupent des travaux champêtres dont la rémunération est déposée sur un compte collectif. Ces groupes contribuent à l'équipement, aux financements des funérailles et à l'animation socioculturelle et sportive du village. Il existe aussi des associations d'étudiants dans quelques endroits qui essaient d'aider les élèves avec leur dépenses scolaires en cas de besoin. Dans quelques endroits, on trouve des tontines embryonnaires organisées par les femmes, mais elles sont actuellement faibles à cause du manque d'argent dans la communauté, lié directement à la hausse des prix sur les marchés.

Les associations chrétiennes aussi exécutent les travaux champêtres collectifs. Ils utilisent les revenus pour l'entretien des églises et l'achat d'oeuvres chrétiennes, et aussi pour apporter une aide à leurs membres en difficulté.

Les groupements à vocation coopérative (GVC) sont d'une importance capitale dans la zone de savane. En premier lieu, on trouve les GVC qui s'occupent du coton, qui est vendu à la Compagnie Ivoirienne pour le Développement des Textiles, la CIDT. Souvent, tous les chefs de ménage font partie de ces GVC et

reçoivent chaque année des crédits pour les intrants. Ces GVC aussi s'engagent parfois dans le stockage et la commercialisation du maïs, dont une partie est utilisée pour aider ceux qui en manquent au moment des semis. Dans quelques endroits, on trouve aussi des GVC qui se spécialisent dans l'anacarde et dans les vivriers, organisés par les femmes aussi bien que par les jeunes, mais souvent ces initiatives sont vouées à l'échec à cause des problèmes de gestion, de comptabilité, ou la mévente du produit.

Dans l'ensemble, les communautés de la zone de savane sont caractérisées par la puissance des organisations traditionnelles et le dynamisme des initiatives associatives. Mais souvent, ces associations restent inopérantes en raison des crises d'ordre interne et externe dont elles se rendent victimes.

Solutions préconisées par la population

Solutions attendues du gouvernement

La population de la savane attend du gouvernement la fourniture de services, comme l'électricité et la construction de certaines infrastructures comme des barrages sur les bas-fonds, des marchés et des dispensaires. En outre, ils réclament du gouvernement des subventions pour palier à la cherté de la vie, et en particulier des subventions pour les charges scolaires, les prix des intrants, et les coûts du transport. Ils considèrent l'accès à l'équipement pour la culture attelée comme une précondition pour améliorer leur niveau de vie, et proposent que le gouvernement mette en place un système de crédit à cette fin. Enfin, ils demandent l'aide du gouvernement pour résoudre leurs problèmes et conflits avec les éleveurs peuls.

Solutions basées sur les initiatives de la population elle-même

Ce sont les femmes en zone de savane qui préconisent des activités pour résoudre leurs problèmes actuels. Elles prévoient surtout la mise en valeur de champs collectifs produisant l'arachide, l'anacarde et les légumes, et l'organisation de systèmes de vente de ces produits. Et pour fertiliser ces champs, elles proposent de collecter le fumier animal pour remplacer l'engrais chimique. Elles envisagent de former des organisations pour la collecte, la transformation et la vente des produits de la cueillette, et aussi pour l'achat des céréales en gros pour la revente au village. Elles cherchent, enfin, un appui pour la réanimation des tontines et un appui technique pour la diversification des cultures.

8. LES MENAGES ENQUETES

Un échantillon de 25 sites et 50 ménages parmi les 100 sites et 1200 ménages étudiés par l'enquête quantitative ont été sélectionnés pour l'étude qualitative. Les 25 sites ont été choisis à partir de l'étude sur le niveau de vie des ménages effectuée en 1993; les critères de sélection étaient un fort pourcentage de familles

monoparentales ayant des femmes comme chef de ménage, le niveau de scolarisation du chef de ménage, et un seuil de revenu bas. Lors du passage des équipes quantitatives en avril et mai 1995 dans les 25 sites sélectionnés, 12 ménages ont été enquêtés dans chaque site; parmi les 12 ménages enquêtés dans chacun des 25 sites, deux ménages ont été choisis par les équipes quantitatives, (soit un total de 50 ménages) suivant des critères de qualité de l'habitat, du % d'enfants de 6-15 ans non scolarisés, du niveau scolaire du chef de ménage et de la densité de l'occupation de l'espace dans le logement. Ces 50 ménages ont été alors rencontrés et interrogés au cours d'enquêtes qualitatives approfondies.

Ces enquêtes qualitatives ont fait une large place au recueil d'histoires de vie de chacun des membres du ménage ; afin de mieux comprendre les processus de paupérisation individuels, les équipes ont tenté de retracer les itinéraires des personnes enquêtées en les interrogeant sur la succession des lieux habités, des activités exercées et sur les raisons des déménagements successifs. Les équipes ont essayé également de savoir ce qui avait changé dans la vie des populations depuis la crise et la dévaluation, de connaître les conditions de vie actuelles et d'identifier les stratégies utilisées par les personnes vulnérables pour améliorer leurs conditions de vie.

Lors des visites dans les sites, les équipes de l'enquête qualitative ont observé que les ménages sélectionnés n'étaient pas toujours parmi les plus vulnérables de la communauté. Si les équipes ont rencontré une couche pauvre de la population, ils n'ont pas toujours trouvé les plus démunis. Face à cette situation, les équipes qualitatives ont quelquefois interrogé des ménages supplémentaires, choisis par la population selon des critères de pauvreté qu'elle avait elle-même définies.

Pertinence des critères de sélection retenus

Parmi les 50 ménages sélectionnés par l'équipe quantitative, seule une minorité peut être considérée comme faisant partie des ménages les plus vulnérables. Malgré la condition délabrée de l'habitat, la forte densité d'occupation du logement et l'absence de scolarisation des membres du ménage, certaines familles s'en sortent aisément. Par exemple, dans les quatre sites urbains et périurbains, plusieurs ménages étudiés font partie de plus grandes familles dont les membres vivant à l'extérieur sont salariés et les aident; d'autres ménages ont une certaine sécurité foncière (un permis d'habiter) ou bien font partie d'associations d'entraide efficaces ou encore sont propriétaires d'équipement agricole. Pour la population elle-même, l'exclusion et la solitude, l'absence d'un travail salarié ou payé régulièrement, ne pas avoir accès à la terre, la maladie sont les critères essentiels qui entrent dans leur perception de la pauvreté. Ces indicateurs n'ont été que rarement pris en compte comme critères de sélection des deux ménages.

En zone de savane du Nord

Parmi les douze ménages des six sites de savane (Tiogo, Niofoin, Zonguitakaha, Kamala, Tabagne, Kokoun), seulement trois de ces ménages peuvent être

considérés comme ménages vulnérables: l'un, à cause de la maladie; l'autre, à cause de la solitude et de l'âge avancé; et le troisième, à cause de la maladie (de la femme) et de la position marginalisée du ménage dans la hiérarchie d'une grande famille matrilineaire. Les autres ménages se trouvent dans une situation moyenne (selon leur propre point de vue): souvent, ils ont des membres apparentés vivant à l'extérieur qui ont soit un travail salarié, soit leurs propres plantations de café ou cacao dans les zones forestières de Côte d'Ivoire, et qui envoient de l'argent à la famille chaque année; les chefs de ces ménages sont les doyens de grandes familles ou bien sont des proches de ceux-ci; ils ont des fils en âge de travailler; ils produisent un excédent de cultures vivrières pour vendre sur le marché.

Dans les quartiers précaires d'Abidjan

Parmi les 6 familles étudiées dans les quartiers d'Abidjan, seules deux familles peuvent être jugées comme vulnérables; ces familles sont monoparentales, dirigées par des femmes âgées, malades et n'ayant pas d'activité stable; ces femmes vivent entièrement à la charge de leurs enfants ou petits-enfants.

Dans les sites urbains et périurbains

Parmi les huit ménages sélectionnés par l'équipe quantitative dans les quatre sites urbains et périurbains (Sinfra, Korhogo, Sassandra, et Tengrela), seulement une minorité peut être considérée comme faisant partie des ménages les plus vulnérables. Ceci est dû au fait que, malgré la condition délabrée des habitations qu'ils occupent, la forte densité d'occupation de l'habitat, et le faible niveau de scolarisation du chef du ménage, les ménages sélectionnés font partie de grandes familles qui les aident.

En zone forestière

De nombreux ménages "s'en sortent" malgré l'aspect délabré de leur habitat et leur absence de scolarisation; ils s'en sortent parce que les chefs de famille sont en bonne santé, possèdent ou louent des terres pour produire cultures vivrières et marchandes; leurs enfants sont en âge de travailler et de les aider et leurs femmes ont plusieurs activités (agricultrices, commerçantes, guérisseuses, etc.).

Les plus vulnérables sont les couples âgés lorsque l'homme malade ne peut plus travailler et entretenir ses plantations; dans ce cas, il vit aux dépens de sa femme ou de ses enfants et il est obligé de s'endetter pour faire face à ses problèmes. Un autre critère de vulnérabilité en zone forestière, c'est ne pas avoir accès à la terre; et ceci est surtout vrai pour les femmes lorsqu'elles sont séparées ou divorcées et pour les jeunes qui refusent de travailler comme manoeuvres bénévoles sur les terres de leur père (dans le système d'héritage matrilineaire, les fils n'hériteront pas des terres de leur père mais de leur oncle) ou encore pour les allogènes.

Description des ménages enquêtés (ethnies, composition, activités)

En zone de savane du Nord

La plupart des ménages sont des autochtones, et plusieurs n'ont jamais quitté leur zone d'origine. Cinq des chefs ménages ont deux femmes; un ménage a une femme comme chef de famille, et deux ménages sont des familles "étendues", c'est-à-dire la mère ou le père habitant avec leurs enfants mariés. Les ménages ont entre 6 et 14 enfants.

Tous ces ménages pratiquent l'agriculture, et la majorité des femmes dans les ménages s'adonnent à la culture maraîchère et au petit commerce. Cinq des ménages cultivent le coton, ont des boeufs et charrues et aussi un petit troupeau de bovins - c'est à dire qu'ils occupent un statut moyen. Les ménages vulnérables sont caractérisés par le fait qu'ils cultivent seulement pour leur propre consommation, qu'ils ne sont pas propriétaires du matériel agricole, que leurs enfants ne sont pas scolarisés, et qu'ils se soignent par la pharmacopée traditionnelle. Les chefs de ces ménages ou leurs conjoints souffrent également d'une maladie sérieuse (par exemple, la cécité). Ils sont aussi âgés.

Dans les quartiers précaires d'Abidjan

Les six ménages enquêtés sont composés de quatre ménages d'étrangers (une vieille femme Malienne hébergeant ses deux filles et ses trois petits-enfants, un jeune homme Malien célibataire, une vieille femme Burkinabé avec sa fille et sa petite-fille, un ménage Burkinabé composé de l'homme, sa femme et ses 8 enfants) et de deux ménages de nationaux (un homme Dioula de Kouto avec sa femme et ses trois enfants, une femme de Mankono et ses trois enfants).

Tous ces ménages ont des revenus aléatoires sauf un des hommes qui est gardien de nuit à Cocody; encore se plaint-il que son salaire ne lui est pas régulièrement versé! Les deux autres hommes chefs de ménage sont l'un, vendeur de thé, l'autre, employé comme "contrattier" au port. Parmi ces ménages, on remarque que ce sont les femmes jeunes qui ont une activité leur procurant un peu de numéraire chaque jour : ces activités sont le commerce de poisson fumé ou la vente d'eau glacée; les vieilles femmes chef de famille sont les plus démunies, vivant à la charge de leurs enfants (un fils émigré en Allemagne envoie des mandats) ou petits-enfants (une petite-fille est employée de maison et entretient sa grand-mère). Les réseaux familiaux de solidarité sont très actifs dans ces familles Abidjanaises.

En zone urbaine et périurbaine

La plupart des ménages sélectionnés par l'équipe quantitative sont des ménages étrangers où allogènes (Ghanéen, Burkinabé, Béninois). Le ménage est le plus souvent composé d'un chef, deux ou trois femmes et quatre à six enfants. Les ménages autochtones sont en général plus grands que ceux des allogènes et ceux

des étrangers. Dans tous les cas les ménages sont nucléaires - c'est à dire composés d'un chef de ménage cohabitant avec sa ou ses femmes et leurs enfants.

Leurs activités sont diversifiées: manoeuvres agricoles, petites commerçantes (femmes), mécaniciens, cultivateurs, gardiens, pêcheurs. Parmi les ménages les plus vulnérables (y compris des ménages supplémentaires sélectionnés par la population elle-même) on remarque ceux qui subsistent grâce à l'aumône, à la transformation des produits de cueillette, ainsi que quelques artisans et cultivateurs. La composition de ces ménages vulnérables est caractérisée par le fait que le chef de ménage est souvent seul, ayant un statut de veuf ou de veuve, avec des enfants d'un âge trop jeune pour travailler.

En zone forestière

Près de la moitié des ménages enquêtés sont des étrangers Burkinabé arrivés dans la zone forestière comme manoeuvres agricoles. Les uns sont métayers, les autres ont pu acheter des plantations caféières avant la crise, certains aussi travaillent sur "contrats" ou sont journaliers chez les autochtones et n'ont que leur force de travail pour survivre.

Parmi les autochtones, plusieurs d'entre eux sont des anciens salariés ayant vécu en ville et qui sont rentrés au village après avoir été "compressés". D'autres, sont des jeunes urbains déscolarisés ayant décidé de rentrer au village plutôt que de chômer en ville. Dans ce contexte de crise, le retour à la terre est une véritable "planche de salut".

Tous cultivent la terre pour satisfaire leurs besoins alimentaires. Le manioc est la culture la plus pratiquée; c'est l'aliment de base de toute la zone forestière et c'est une culture qui donne aux femmes un revenu sûr. Les cultures maraîchères et de riz de bas-fond sont aussi très recherchées surtout par les jeunes autochtones qui se heurtent aux étrangers ayant déjà colonisé ces espaces pour leurs propres cultures.

Les processus de paupérisation individuels (origines de la vulnérabilité) à travers les récits de vie

Même si la plupart des ménages sélectionnés par l'équipe quantitative ne sont pas des ménages vulnérables, il est possible d'identifier certains événements stratégiques ou ruptures dans leurs récits de vie qui ont affaibli la capacité de ces ménages à faire face à un contexte de vie devenu de plus en plus difficile.

En zone de savane du Nord

Selon la population de la savane, les processus de paupérisation sont caractérisés par quatre grands facteurs:

- les facteurs liés à l'agriculture: le prix élevé des intrants a été mentionné par presque tous les ménages comme facteur important d'une diminution du niveau de vie. Deuxièmement, et surtout dans le grand nord de la savane, le manque d'équipement agricole, surtout les charrues et les boeufs, contribuent à la vulnérabilité;
- les facteurs liés à la composition et la santé du ménage: il est évident que l'arrivée d'une grave maladie est perçue comme un élément fondamental de la pauvreté. A cela s'ajoute la vieillesse des parents, surtout quand cela est lié à la jeunesse des enfants: les ménages où les parents sont vieux et les enfants trop jeunes pour travailler sont en général vulnérables; et la mort d'un parent comme le manque de main-d'oeuvre ou encore la nécessité pour le chef de ménage de travailler sur les champs des autres sont aussi des facteurs de vulnérabilité.
- les facteurs d'exclusion des ménages: être exclu des associations ou des systèmes d'entraide est perçu comme un élément important de la pauvreté. Certains ménages sont exclus en raison de leur marginalisation dans le système d'héritage pratiqué, par exemple, la matrilinearité. D'autres sont exclus car ils sont "étrangers" même s'ils ont vécu longtemps dans les communautés et cette pratique est de plus en plus fréquente.
- les facteurs naturels de vulnérabilité sont la sécheresse, les feux de brousse et la dégradation des sols.

Dans les quartiers précaires d'Abidjan

Pour les femmes chefs de ménage, les ruptures qui entraînent la vulnérabilité, ce sont leur divorce ou le décès de leur conjoint; c'est aussi la maladie personnelle ou celle d'un membre de la famille qui entraîne des frais d'hospitalisation ou de soins; c'est encore la perte de toutes leurs économies dans une tontine dont un des membres a disparu avec tout l'argent ou bien dans un système d'épargne dans lequel la femme "banquière" s'est fait attaquée et dévalisée. Pour les hommes, c'est la perte de leur travail salarié ou bien la hausse des prix qui les oblige à changer de métier (l'homme, vendeur de thé était portefaix mais a dû changer d'activité car même célibataire, il n'arrivait plus à "joindre les deux bouts").

En zone urbaine et périurbaine

Parmi ces événements, on remarque l'arrivée d'une grave maladie (la cécité, par exemple), la "compression" d'un travail salarié, suivi par le chômage. A cela s'ajoute l'incapacité du ménage de se procurer un "permis d'habiter", et la nécessité de cultiver des vaines pâtures dans les quartiers urbains et périurbains. Parmi les ménages supplémentaires sélectionnés par la population elle-même, l'événement majeur (outre la maladie) qui mène à la vulnérabilité est la mort du conjoint, ou bien l'abandon, laissant les chefs des ménages (souvent les femmes) avec des enfants petits à leur charge.

En zone forestière

Les processus de paupérisation sont de trois ordres:

- les premiers sont liés à la crise et se traduisent par la fermeture d'une usine d'ananas et l'abandon des plantations, la chute des prix du café et du cacao, le départ des manoeuvres, etc.
- les seconds sont liés à des calamités naturelles comme la sécheresse, l'invasion des champs par des escargots nuisibles,
- les troisièmes sont liés à des événements personnels : pour les femmes, ce sont les divorces ou bien une grave maladie ou le décès du conjoint; ces événements influent sur leur production agricole car elles ne peuvent avoir accès à la terre que par l'intermédiaire d'un homme; c'est aussi le retour des filles avec leurs enfants lorsqu'elles sont séparées de leur mari ou bien lorsque le mari chôme ou encore lorsqu'elles sont fille-mère; pour un jeune homme, ce sont les dépenses de funérailles du père qui peuvent l'endetter pour de nombreuses années ou bien la maladie qui l'empêche de travailler ou qui l'exclut de sa communauté.

Propositions d'amélioration des questionnaires de l'enquête quantitative

On constate qu'il est très difficile de trouver *a priori*, des indicateurs pertinents pour identifier des ménages vulnérables sans avoir au préalable analysé les questionnaires quantitatifs. Ceci n'était pas possible dans le cadre de la méthodologie utilisée pour ces enquêtes quantitatives et qualitatives, étant donné que l'équipe qualitative devait passer dans les sites aussitôt après les équipes quantitatives.

Toutefois, cette enquête qualitative auprès des ménages a pu faire ressortir certains critères fondamentaux de la vulnérabilité. Parmi les plus importants, on remarque :

- la maladie;
- la composition de la famille, et en particulier le fait que le chef de ménage soit seul(e); à cela s'ajoute l'âge du chef de famille et celui des enfants: les ménages caractérisés par les parents âgés et les enfants très jeunes sont souvent les plus vulnérables;
- l'absence d'appartenance du ménage à des associations d'entraide ou bien à un réseau familial;
- en zone urbaine, l'absence d'un emploi, l'insécurité foncière, c'est-à-dire ne pas avoir de "permis d'habiter". Le questionnaire quantitatif ne posait pas spécifiquement une question sur l'existence de ce permis, et souvent les ménages, voulant donner l'idée qu'ils étaient bien implantés dans le quartier, ont répondu qu'ils étaient "propriétaires" de leurs maisons;
- en savane, l'absence d'appartenance du ménage à une famille élargie dont certains membres sont salariés ou exploitent des plantations en forêt;

- en milieu rural en général, l'absence d'accès à la terre, le manque de matériel agricole ou de transport, l'absence de droits de pêche, etc.
- à Abidjan, la vieillesse et la maladie du chef de ménage surtout lorsqu'il s'agit d'une femme; ou bien la perte d'un emploi salarié pour un homme.

Plusieurs de ces informations auraient pû être disponibles après une légère analyse des questionnaires quantitatifs si bien que dans l'avenir il faut prévoir une courte pause entre les enquêtes quantitatives et qualitatives, même si cela entraîne le risque que certains ménages sélectionnés ne soient plus présents lors du passage de l'équipe qualitative.

En savane il est très important de prendre en compte *l'unité de production et de consommation* qui n'est pas nécessairement le ménage nucléaire, ni l'unité administrative, ni celle utilisée pour les recensements etc. Il est fondamental que les enquêtes quantitatives prennent en compte toutes les liaisons d'un ménage donné avec les autres ménages, c'est-à-dire l'économie de la "grande famille", avec ses membres à l'extérieur, ayant un emploi salarié etc. On peut même préconiser que dans les savanes du nord, l'unité de la grande famille pourrait être une unité plus adaptée pour les enquêtes sur le niveau de vie.

Parmi les indicateurs pertinents de la vulnérabilité dans la zone de savane qui doivent être utilisés dans l'avenir, et qui sont déjà disponibles dans les questionnaires utilisés, les plus importants sont les suivants:

- la présence d'une grave maladie chez un membre actif de l'unité, surtout chez le chef du ménage (ou l'unité);
- le fait que le chef de ménage doive travailler sur les champs des autres;
- l'absence de charrues\boeufs de labour;
- la vieillesse du chef de ménage et la jeunesse des enfants.

Et les critères qui permettent de lutter contre la vulnérabilité semblent être les suivants:

- * l'appartenance du ménage à une famille élargie dont certains membres sont salariés ou bien exploitent des plantations à l'extérieur;
- * l'appartenance du ménage à des associations d'entraide;
- * la possession de matériel agricole et de troupeaux

9. CONCLUSIONS

LES GRANDS CONSTATS

A travers ces enquêtes qualitatives, les indicateurs les plus marquants de la paupérisation semblent être les suivants :

- * **Émergence de nouveaux liens sociaux**

On assiste à une crise des multiples petits réseaux de solidarité communautaire qui étaient le "lieu d'une entraide coutumière suppléant l'absence de protection sociale institutionnelle" (Marie A. et al, 1992). Les associations de tontine ne sont plus aussi dynamiques qu'avant et en ville, on se tourne plutôt vers un système d'épargne individuel "à la carte". Les cotisations traditionnellement versées au sein des amicales de ressortissants ou pour des événements sociaux comme les funérailles ou les baptêmes, ont baissé; les migrants retournent moins qu'avant dans leurs villages d'origine en raison des coûts élevés du transport et de leur impossibilité de rapporter des "cadeaux"; les liens familiaux se distendent et nombreux sont les migrants qui sont enterrés sur les lieux de leur migration, faute de moyens pour rapatrier les corps. Par contre, des cotisations sont versées dans de nouveaux groupements tels que des associations religieuses, des associations de sécurité ou de nettoyage (en ville) ou encore des associations politiques; on observe l'émergence de nouvelles solidarités.

- * **Importance accrue du rôle des femmes**

Aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain, on assiste à un grand dynamisme des femmes qui développent des stratégies multiples pour pallier au manque de revenus des hommes; en milieu urbain, les femmes forment une part de plus en plus importante des actifs rémunérés et il semblerait qu'elles réagissent plus rapidement que les hommes aux évolutions de l'économie en raison de leur insertion ancienne dans l'économie concurrentielle (cf. M. Le Pape, 1992) ; en milieu rural, elles sont le garant de l'auto-suffisance alimentaire familiale par leur cultures vivrières et contribuent au bien-être familial par les revenus qu'elles tirent de leurs activités de transformation de produits agricoles ou leurs activités commerciales. Et grâce à leurs propres revenus, les femmes prennent une part grandissante aux dépenses du ménage, participant ainsi plus activement aux prises de décision.

- * **Manque d'emplois pour les jeunes, surtout les jeunes hommes,**

L'inactivité des jeunes hommes en ville est un problème crucial; le plus grand nombre de chômeurs et personnes en quête d'un premier emploi se retrouvent parmi les jeunes hommes déscolarisés; en milieu rural forestier, les jeunes autochtones connaissent des difficultés pour avoir accès à la terre en raison de la saturation foncière et des règles d'héritage;

- * **Multiplication des filières "parallèles"**

Ces filières se développent tant dans le domaine du commerce (extension du secteur informel, du commerce trans-frontalier), de la santé (augmentation du nombre des guérisseurs-féticheurs, des "pharmacies-trottoirs" et du recours à la pharmacopée traditionnelle) de l'éducation (scolarisation "franco-arabe"), et de l'épargne (épargne populaire).

- **Une vie fondée sur le crédit**

De plus en plus, les populations démunies vivent à crédit; il leur est aujourd'hui impossible de payer comptant des services leur permettant de satisfaire des besoins fondamentaux comme la santé; les guérisseurs attirent leur clientèle en différant ou en échelonnant le paiement des soins ou bien en acceptant des dons en nature. Les populations démunies vivent d'emprunts auprès du voisinage ou de la famille qui sont remboursés à l'occasion et qui entretiennent les liens d'un réseau social.

- **Extension du manioc**

La production et la consommation de manioc s'accroît rapidement car, de plus en plus, cette denrée constitue non seulement l'aliment de base de la plupart des ménages démunis mais aussi une source de revenus non négligeable pour les femmes qui le cultivent et le transforme pour la vente.

- **Prolifération des mouvements religieux**

On remarque une plus grande pratique religieuse et une multiplication des mouvements religieux. Ces associations sont devenues de véritables filets de sécurité fonctionnant comme groupements d'entraide et d'assistance; ils ont un rôle de soutien et de refuge pour les populations démunies qui se trouvent dans l'adversité

- **Accroissement de la mortalité et de la morbidité**

On remarque une augmentation des risques sanitaires liée à la dégradation et à l'inaccessibilité des soins de santé primaire; en zone rurale, les accouchements à domicile se multiplient; et les populations démunies ont recours de plus en plus à la médecine et la pharmacopée traditionnelle.

- **Retour à la terre en zone forestière**

Dans toute la zone forestière, on assiste à un retour à la terre des jeunes urbains "compressés" ou bien "déscolarisés"; cela se traduit par une forte compétition avec les allogènes surtout pour la mise en valeur des zones de bas-fonds. Et toutes les couches démunies de la population forestière augmentent leurs prélèvements sur les ressources naturelles : activités de cueillette, de chasse et de pêche ont une importance grandissante comme sources d'alimentation et de revenus.

- **Accroissement des migrations en zone de savane**

On assiste à une intensification de l'émigration des jeunes à la recherche d'emplois en Basse Côte ou à Abidjan, ce qui entraîne un vieillissement de la population et une dégradation de la cohésion sociale.

- **Désintérêt pour la scolarisation;**

Les ménages démunis scolarisent moins d'enfants qu'avant ou bien retirent leurs enfants de l'école; les raisons de cette déscolarisation sont doubles: tout

d'abord, pour des raisons financières; les frais d'inscription, d'uniforme et de fournitures sont devenus très élevés, surtout à partir de l'entrée en 6ème; et les ménages démunis retirent leurs enfants de l'école ou ne les scolarisent pas pour les mettre dans des activités rémunérées qui permettront à la famille de "joindre les deux bouts"; enfin, l'école ne représente plus aujourd'hui l'espoir d'ascension sociale et le gage d'intégration dans le monde du travail ;

*** Mise au travail des enfants et surtout des petites filles**

On remarque que les enfants contribuent de plus en plus à alimenter le budget familial en exerçant de petites activités;

*** Montée de l'insécurité et la délinquance**

En milieu urbain, une véritable psychose s'est installée relative au climat d'insécurité vécue par les populations depuis quelques années;

*** Modification de l'alimentation avec extension de la consommation du manioc;** on remarque que les populations urbaines démunies sont obligées de restreindre leur consommation alimentaire en particulier l'apport de protéines; en raison de son coût, le riz est de moins en moins consommé; en milieu rural, la recherche de l'auto-consommation est une priorité et la production du manioc s'intensifie;

*** Réappropriation de certaines activités par les Ivoiriens;** en milieu urbain, on remarque que de jeunes ivoiriens déscolarisés acceptent aujourd'hui des emplois salariés autrefois occupés par des étrangers; en milieu rural, les bas-fonds autrefois concédés aux étrangers, sont réoccupés par les ivoiriens pour y faire du maraîchage et du riz; en zone forestière, il n'y a quasiment plus de ventes de terres ou de plantations aux étrangers et les jeunes autochtones s'associent en groupes de travail, faisant ainsi concurrence à la main-d'oeuvre étrangère.

PROPOSITIONS DE POLITIQUES D'INTERVENTIONS

Ces propositions sont préconisées par la population elle-même et sont fondées en partie sur des initiatives en projet ou déjà mises en oeuvre;

A l'échelle nationale

*** Favoriser l'accès à des crédits d'investissement pour des petits projets communautaires;** de nombreux groupes de jeunes et de femmes ont évoqué des projets qui ne pourront démarrer sans l'octroi d'un crédit.

*** Créer un fonds d'aide sociale pour les plus démunis qui serait géré au niveau des communautés (conseils de quartiers ou de villages)**

*** Réformer le système éducatif;** l'enseignement dispensé et le mythe "école-facteur de réussite" sont remis en question; "il s'agit tout d'abord de mettre le système éducatif en adéquation avec les emplois et les conditions réelles de la production" (ORSTOM, 1995 : 10). Il serait souhaitable de retarder la date de la rentrée scolaire car les revenus de la traite ne sont disponibles qu'à partir de

novembre; il faudrait également construire des foyers d'accueil pour les élèves sans tuteurs en raison de la crise actuelle du tutorat.

- * Subventionner les coûts de la médecine moderne (soins et médicaments) aujourd'hui devenue inaccessible aux plus démunis et mener des programmes de sensibilisation sur les problèmes de salubrité

En milieu urbain

- * Mettre en oeuvre des politiques d'assainissement et de mise en place d'infrastructures socio-économiques : bitumage des rues, éclairage public, distribution de l'électricité, adduction d'eau et prévoir des aires de sport et des foyers pour les jeunes;
- * Créer des emplois (par exemple, à travers la réouverture du port de Sassandra dans le sud);
- * Promouvoir la sécurité foncière des occupants des quartiers précaires en leur donnant un "droit d'habiter" sur le lot qu'ils occupent;
- * Mieux contrôler et baisser les prix des denrées de première nécessité

En milieu rural

- * Améliorer la qualité des voies de communication qui ont un rôle essentiel dans le développement des zones rurales,
- * Fournir un crédit à des petits groupements pour l'achat de matériel agricole, pour l'accès à la culture attelée dans le Nord; appuyer les initiatives des groupements de jeunes ou de femmes;
- * Rechercher des solutions de développement moins onéreuses à mettre en oeuvre c'est-à-dire en élaborant des projets modestes fondés sur une demande locale; "l'antidote à la pauvreté des paysanneries africaines est dans une meilleure utilisation de l'espace, non pas dans l'idéologie du rendement. Il est dans l'ouverture des marchés et la rémunération correcte des produits de la terre, et non pas dans la soumission des producteurs à des technologies importées et ruineuses" (Pélissier, 1985 : 222); il faut également prévoir un encadrement agricole afin d'intensifier les méthodes culturales et diversifier les productions;

PROPOSITIONS D'AVENIR

Un suivi de l'évolution du niveau de vie des couches les plus vulnérables à l'échelle nationale devrait être fait:

- * En formant une équipe permanente et pluridisciplinaire de chercheurs Ivoiriens qui seraient chargés de ce suivi;

- * En sélectionnant un certain nombre d'unités familiales parmi celles déjà étudiées, c'est-à-dire les ménages identifiés comme les plus vulnérables; et en y ajoutant d'autres ménages sélectionnés dans des sites représentatifs des divers milieux géographiques (Abidjan, centres urbains, villages, campements, zone de savane du nord-ouest, du nord est et du centre, zone de forêt du sud-ouest, du sud-est); ces ménages seraient également sélectionnés en fonction de leur composition (sexe et âge), ethnie et nationalité;
- * En recueillant les récits de vie, les activités successives et les événements majeurs qui ont marqué la vie de chaque membre de l'unité (au-dessus de 12 ans);
- * En procédant à des enquêtes à passages répétés dans les mêmes sites et auprès des mêmes individus sélectionnés afin de suivre l'évolution de leur situation;

QUELQUES ELEMENTS BIBLIOGRAPHIQUES

LE PAPE M, 1992: "Abidjan, avant la récession et maintenant: Des tendances sociologiques durables" in "Crises et ajustements en Côte d'Ivoire. Les dimensions sociales et culturelles" Actes de la Table Ronde, Centre ORSTOM de Petit-Bassam.

LE PAPE M, 1993: "Abidjan 1903-1993. Recherches et Projets", Vidal a., Duchemin J-P., ed., Chroniques du Sud. N°10. mai 1993

MARIE A., OUATTARA S. et al., 1992: "Les chemins ambigus de l'individualisation. Itinéraires Abidjanais" in "Crises et ajustements en Côte d'Ivoire. Les dimensions sociales et culturelles" Actes de la Table Ronde. Centre ORSTOM de Petit-Bassam.

ORSTOM, 1995: "Pauvreté, chômage et exclusion dans les pays du Sud" Réflexions du Séminaire de Royaumont en vue de contribuer aux travaux du Sommet Mondial sur le Développement Social, 21p

PELISSIER P., 1985: "Techniques d'encadrement et transformations de l'agriculture en Afrique noire" in "Des labours de Cluny à la révolution verte", Paris, P.U.F.,

PROTEAU L., 1994: "Dévoilement de l'illusion d'une promotion sociale pour tous par l'école: un "moment critique". in "Crise, ajustements et recompositions en Côte-d'Ivoire: La remise en cause d'un modèle" Colloque international, Abidjan.

RUF F., 1992: "Crises et ajustements structurels spontanés: Le cacao et le département d'Abengourou (Côte d'Ivoire) in "Crises et ajustements en Côte d'Ivoire. Les dimensions sociales et culturelles" Actes de la Table Ronde, Centre ORSTOM de Petit-Bassam.

VIDAL Cl., 1986: "Funérailles et conflit social en Côte d'Ivoire" in Politique Africaine, N°24,: 9-19.